

L'INDUSTRIE DES CORPS GRAS

dans la Région Marseillaise

THESE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 16 Mars 1929, à 14 heures

PAR

Renaud SIVAN

JURY DE LA THESE :

Président : M. OUALID, Professeur

*Suffragants : MM. LESCURE, Professeur
PIROU, Professeur.*

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

L'INDUSTRIE DES CORPS GRAS

dans la Région Marseillaise

L'INDUSTRIE DES CORPS GRAS

dans la Région Marseillaise

THESE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 16 Mars 1929, à 14 heures

PAR

Renaud SIVAN

JURY DE LA THESE :

Président : M. OUALID, Professeur

*Suffragants : MM. LESCURE, Professeur
PIROU, Professeur.*

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



*Je dois remercier ici M. Joseph FOURNIER,
Archiviste-Bibliothécaire, et M. François MICHEL,
Bibliothécaire-Adjoint de la Chambre de Commerce.
qui m'ont fourni une grande partie des renseigne-
ments donnés dans ce travail, avec l'obligeance la
plus inépuisable.*

INTRODUCTION

Si Marseille a perdu par suite de la guerre, sa prépondérance mondiale dans l'industrie des corps gras, elle y tient encore une place considérable. Elle a gardé, en tout cas, sa primauté en France où elle représente à elle seule environ 60 % des importations totales de graines oléagineuses, 60 % de la production nationale des huiles, 50 % de celle des bougies et des savons (1). Les capitaux qui sont investis dans cette industrie, sont de l'ordre de 415 millions et le mouvement d'affaires auquel elle donne lieu oscille entre 8 et 900 millions : il faudrait même y ajouter celui d'industries satellites d'importance moindre, telles que la stéarine et l'industrie des graisses végétales.

Ces chiffres suffisent à rendre compte de son importance, non seulement pour Marseille, mais encore pour la France — importance qui justifie l'étude que nous allons entreprendre.

(1) IMPORTATIONS DE GRAINES OLÉAGINEUSES EN FRANCE ET A MARSEILLE

Années	Importations totales en France	Importations spéciales à Marseille	Proportion des arrivages à Marseille
1922..	8.650.004 qx m.	4.818.997 qx m.	55.6 %
1923..	9.631.719 qx m.	5.939.729 qx m.	63.7 %
1924..	9.991.826 qx m.	5.878.031 qx m.	58.8 %
1925..	10.520.247 qx m.	6.320.200 qx m.	60 %
1926..	10.307.655 qx m.	5 753.862 qx m.	50.9 %

Comment cette industrie s'est-elle localisée à Marseille ?

On se borne souvent à expliquer sa présence par celle de l'olivier, auquel elle doit évidemment son origine.

Il va sans dire que l'on ne peut se contenter de cette réponse un peu simpliste à la question : elle justifie bien l'industrie des huiles d'olive mais n'apporte aucune explication sur celle des huiles de graines extraites des matières premières d'importation : on ne peut donc rattacher à des causes géographiques leur emploi à Marseille.

Aussi semble-t-il, que tout en réservant à l'olivier le rôle initial de premier moteur de l'Industrie des corps gras qu'il a alimentée de toute ancienneté, on puisse rendre compte d'une manière satisfaisante, de son existence, en la rattachant à l'évolution même du Port de Marseille et de ses diverses fonctions régionales, commerciales et industrielles.

Il est permis de croire en effet, que malgré la présence de l'olivier, si Marseille n'avait pas été un port où le marché des huiles ait pris une grosse importance, jamais l'industrie des corps gras n'y aurait grandi. La production locale d'huile d'olive, suffisante pour les besoins régionaux, n'aurait pas pu alimenter un large commerce d'exportation.

Il faut remarquer en effet, que si l'on constate la présence de l'olivier dans tout le bassin de la Méditerranée, on trouve un nombre restreint de places où le commerce des huiles s'est centralisé. Avec Marseille qui est la plus ancienne, on rencontre au Moyen-Age, Savone pour l'Italie, et Alicante pour l'Espagne. Mais tandis que l'importance de ces dernières restait purement régionale, donc secondaire, par suite de l'étroitesse même de leur marché, soit pour les matières premières, soit pour les produits

finis, Marseille, dont les navires sillonnaient la Méditerranée, avait des commerçants assez adroits pour attirer dans son port toutes les huiles disponibles et en faire le centre de leur commerce et de leur transit.

Il faut donc probablement chercher la cause de la naissance de l'Industrie des corps gras à Marseille, dans la fonction commerciale toujours accrue de son port. Si elle s'était bornée, comme ses rivales, à faire le commerce des huiles indigènes, sans chercher à recevoir pour les réexporter après coupage, les huiles exotiques, elle n'aurait jamais joué, comme celles-ci, qu'un rôle uniquement régional. Pour que l'industrie puisse naître et se développer, il lui fallait une véritable abondance de matières premières : or le mouvement commercial du port de Marseille, attirait de grandes quantités de matières grasses, qui pouvaient lui fournir un aliment constant ; aussi peut-on dire que l'Industrie des Corps gras est née de leur commerce. Elle devait l'acroître de plus en plus et, par le volume même des transactions auxquelles elle donnait lieu, favoriser à Marseille la naissance et le développement d'un marché International des matières grasses. Le bon marché des frets, permettant de transporter des marchandises de moindre valeur relative, la régularité toujours plus grande des transports maritimes, évitant la constitution de stocks importants et réduisant les achats à courte période, la facilité des communications avec l'Hinterland, assurant l'écoulement des produits à l'intérieur du pays, furent autant de facteurs pour son développement rapide.

Telles sont les causes qui semblent avoir fait de Marseille le centre de l'industrie des corps gras jusqu'en 1914. Il convient d'ajouter qu'elles n'ont joué avec une intensité véritable qu'à partir du début du XIX^e siècle, où la quantité des matières premières mise en œuvre se trouva subitement accrue en de

grandes proportions, par l'utilisation des graines oléagineuses. Jusque là, en effet, les huiles d'olive représentaient une production trop irrégulière pour pouvoir alimenter une fabrication de grande importance.

HISTOIRE DE L'INDUSTRIE DES CORPS GRAS A MARSEILLE

Pour Marseille, plus que pour n'importe quelle autre ville Méditerranéenne, est vrai ce mot de Columelle « *Oléa prima omnium arborum* ». La culture de l'olivier dans l'arrière pays, telle fut en effet l'origine et la base de l'Industrie des Corps gras. Métropole de la Provence oélicole, Marseille ne tarda pas à en concentrer la production, pour en devenir l'entrepôt régional. Elle ne borna pas seulement son commerce à celui des huiles indigènes, mais l'étendit encore à celui des huiles étrangères que ses flottes allaient chercher dans les ports d'Espagne ou d'Italie. Cette extension était d'autant plus nécessaire, que la matière première n'existait pas sur place en quantité suffisante pour alimenter à la fois le commerce de l'huile et l'industrie de la Savonnerie. On constate, en effet, qu'à la fin de l'Ancien régime, sur 13.000 tonnes d'huile qui faisaient en moyenne l'objet des échanges annuels, seulement 3.000 tonnes étaient provençales. Aussi peut-on dire que, sans l'apport des huiles étrangères, jamais la Savonnerie ne serait devenue une industrie d'exportation. Elle n'aurait peut-être même pas pu satisfaire toutes les demandes du marché intérieur.

Cette industrie, qui est probablement une des plus connues, est certainement la plus vieille de celles

qu'on pratique à Marseille. Pline raconte, en effet, personne ne l'ignore, que les Gaulois fabriquaient du savon « cepo Gallorum », qui leur servait de cosmétique et de teinture pour les cheveux : « *Hoc inventum est rutilandis capillis* » (Pl. XXVIII 12.) on l'employait également au bain, comme remède contre les maladies de la peau. Il était fabriqué originairement avec du suif et des cendres de hêtre, à Wiesbaden par exemple, qui fut le premier centre de cette industrie; à Marseille, le suif était remplacé par l'huile d'olive et les cendres de hêtre par le natron d'Egypte, qu'Alexandrie y exportait alors en abondance.

Il est bien certain toutefois, que la Savonnerie ne fut pas dès ses débuts une industrie importante qui alimentait l'exportation comme la fabrication de l'huile. Elle ne devait en arriver là, que lorsqu'on se fut avisé d'employer le savon pour nettoyer le linge et que celui-ci lui-même, fut devenu d'un usage assez répandu pour que son nettoyage consommât de grandes quantités de savon. Il faut attendre le Moyen-Age pour trouver en Italie, à Savone, un véritable commerce d'Exportation du Savon, Alicante s'en occupa également, mais Marseille n'y joua un rôle véritablement important que plus tard, et surtout après 1688, date du règlement de Colbert « pour remettre cette fabrique en sa perfection ». Pour obtenir toute la qualité désirable, il interdit de fabriquer du savon en été, interdiction qui devait durer jusqu'en 1754. On assiste alors à de curieuses tentatives mentionnées par les archives de la Chambre de Commerce, pour accaparer l'industrie de la Savonnerie, en 1675 par exemple où un des fabricants de la ville achète toutes les soudes et toutes les huiles disponibles et indemnise même ses concurrents, de façon à s'assurer la possession du marché. Cet épisode suffit à montrer que pendant cette période régnait une certaine anarchie dans cette industrie, dont la production n'était

encore que de faible importance et très variable, mais dont la qualité des produits était assurée depuis un arrêt du Conseil de 1750 par des marques spéciales. Vers la même époque se produisit une stagnation dans le commerce des savons, que l'on attribua à la superproduction, et non pas, ce qui aurait été plus raisonnable, à la guerre de sept ans qui fermait tous les débouchés extérieurs. On ne supposait pas non plus, à cette époque, qu'il pouvait y avoir avantage à accroître la production pour abaisser le prix de revient et augmenter la consommation. On crût trouver un remède à l'avilissement des prix, en obtenant à nouveau par un arrêt du Conseil, l'interdiction de la fabrication du savon pendant les trois mois d'été. Il en fut ainsi jusqu'en 1789.

A cette époque, on trouve à Marseille 34 savonneries produisant entre 32.600 à 40.800 tonnes valant 25 millions soit environ 50 % de la production française totale. Sur un total de 30.500 tonnes de matières importées, 13.400 étaient absorbées par l'industrie de la Savonnerie se détaillant en 6378 d'huile, 6061 de soude, 1609 de Bariles, 2800 de cendres.

Si nous n'insistons pas davantage sur ce que fut l'industrie des Corps gras avant 1789, c'est qu'elle ne devint véritablement importante qu'après cette date, qui termine si l'on peut dire sa préhistoire.

L'apparition de la soude artificielle à la fin du XVIII^e siècle et vingt ans après, l'utilisation des graines oléagineuses, vont précipiter son évolution en développant son activité : son étude constituera, à proprement parler, l'histoire de l'industrie des corps gras.

L'effet immédiat de la Révolution fut pourtant de faire émigrer vers l'Espagne, un grand nombre d'industriels. Malgré les facilités d'exportation accordées aux Savonniers par la loi du 8 Floréal an XI,

aux termes de laquelle les trois quarts des droits perçus sur les huiles entrant dans la composition des savons exportés, étaient restitués au fabricant par le Trésor.

C'était une sorte de Drawback avant la lettre — la production diminua de moitié : (17.895 tonnes en 1804).

La rareté des matières premières, jointe à la faveur faite aux exportations, devait encourager les fraudes. On se mit en effet à exporter des savons mêlés d'argile blanche, jusqu'aux Décrets de 1811 qui obligèrent les fabricants à marquer sur le savon la qualité de l'huile avec laquelle il était fait. Pour le savon d'huile d'olive, le décret du 22 décembre 1812 prescrivait que la marque consisterait dans un pentagone portant le nom du fabricant et de la ville où avait lieu la fabrication. Le blocus continental, interdisant en fait toute exportation sur une grande échelle, l'industrie des Corps gras dût trouver son unique débouché sur le marché intérieur et il devait en être ainsi même après la levée du blocus, jusqu'à l'apparition des huiles de graines, qui fournirent des matières premières assez abondantes pour continuer à alimenter à la fois le marché intérieur et reconquérir les marchés extérieurs.

En effet, tant que l'huile d'olive fut l'unique matière première, l'industrie des Corps gras ne pouvait faire de grands progrès : l'irrégularité de sa production essentiellement variable, entraînait celle de ses prix et ceux des produits de savonnerie en souffraient. D'autre part, la consommation de l'huile d'olive avait augmenté pendant le dernier siècle de l'ancien régime, tandis que la succession des mauvaises récoltes, jointe à l'accroissement de la demande, accentuait la hausse des prix.

L'on ne pouvait songer pour remédier à cet état

de choses à accroître, d'une façon immédiate du moins, la production; les mauvaises récoltes répétées, n'incitaient guère d'ailleurs, à la création de nouvelles oliveraies dont les produits n'arriveraient sur le marché que longtemps après. Il fallait donc trouver immédiatement une matière qui put se substituer à l'huile d'olive, ou tout au moins fournir un appoint à sa production déficiente et élargir le marché devenu trop étroit pour une industrie grandissante.

C'est ainsi que naquit l'huilerie de graines, qui après avoir été simplement la collaboratrice de l'huilerie d'olives, la remplaça totalement pour les emplois industriels et partiellement pour les usages alimentaires.

On voit donc que la Savonnerie fut la cause de la création d'une industrie nouvelle, l'huilerie de graines qui devait bientôt la dépasser et vivre une vie totalement indépendante. Ainsi se manifeste un phénomène remarquable d'interdépendance et de compénétration : la présence de l'huile d'olive amène la fabrication du savon ; celle-ci par ses besoins croissants, fait naître l'huilerie de graine, qui d'abord fournit exclusivement de l'huile à fabrique et ensuite supplante partiellement l'huile d'olive même pour l'alimentation, grâce au raffinage.

L'huilerie de graine n'était pas, d'ailleurs, complètement une nouveauté.

Aux moments où l'huile d'olive était rare et plus chère le peuple avait déjà utilisé des succédanées telles que l'huile de noix, de colza, d'œillette. Dans le Nord de l'Europe surtout, s'étaient peu à peu créés des moulins locaux dans les principales régions de production de graines oléagineuses. En Hollande par exemple, entre 1815 et 1820, il y avait déjà environ 500 moulins spécialisés dans la trituration des lins et des colzas. De même en Angleterre et dans le Nord de

la France, dès le début du XVIII^e siècle, on faisait de l'huile de noix et d'œillette et cette industrie avait pris assez d'extension pour inquiéter les fabricants d'huile d'olive, qui s'efforcèrent bientôt de faire croire que l'emploi du pavot était dangereux, la plante étant vénéneuse puisque médicinale. N'ayant pas eu de succès dans cette politique, ils finirent par obtenir du Parlement en 1745, un arrêt interdisant l'emploi de l'huile d'œillette à cause des fraudes auxquelles elle pouvait donner lieu en l'utilisant pour couper l'huile d'olive.

Ces quelques détails montrent que l'huilerie de graine ne fut pas à proprement parler une découverte du début du XIX^e siècle faite par les Marseillais ; mais ceux-ci donnèrent à cette industrie une extension tellement considérable, soit par les quantités inusitées de graines qu'ils mirent en œuvre, soit par les espèces végétales de plus en plus nombreuses dont ils surent tirer de l'huile, qu'ils passent à juste titre pour ses promoteurs. Ils firent une industrie de premier plan, d'une fabrication jusque là de second ordre, qui n'avait jamais fourni que des produits d'appoint ou de suppléance. Ils n'eurent pas de peine à la centraliser dans leur port qui se fit peu à peu le marché de toutes les graines exotiques comme il était déjà devenu celui des huiles d'olive et pour les mêmes raisons.

On place en 1825 la première installation faite à Marseille d'une huilerie de graines. C'est à cette époque, en effet, que se crée le premier moulin à huile de lin. Les essais d'utilisation de cette huile en savonnerie ne furent d'abord pas heureux, car elle se saponifie difficilement seule, et les produits obtenus sont sujets à rancir. De plus, son emploi constituait pour les fabricants un véritable handicap, car ils ne pouvaient vendre les savons dans lesquels elle entraît, comme savons d'huile d'olive, auxquels la marque du

pentagone était réservée. Ils étaient alors obligés de les vendre à prix réduits. Certains fabricants, peu scrupuleux, les vendaient comme savons d'huile d'olive, et c'est en ce sens qu'on a pu dire, que les huiles de graines avaient fait leur première apparition dans la Savonnerie en fraude.

Malgré ces débuts pénibles que la routine des Savonniers aurait pu décourager, dès 1832 on trouvait à Marseille deux huileries de graines, important 430 tonnes de matières premières soit 5 % du total des importations françaises de graines oléagineuses. Dix ans plus tard, la part de Marseille dans les importations totales devait s'élever à 50 % ; c'est dire le développement énorme de l'industrie pendant cette courte période.

Dans l'intervalle une nouvelle graine avait été mise en exploitation. En 1834, en effet, apparaît pour la première fois sur le marché, le Sésame, introduit par les Grecs chassés de l'Archipel par les Turcs. Il donnait une huile abondante et meilleure que celle du lin ; de plus elle était comestible et pouvait rendre les mêmes services que l'huile d'œillette. C'est alors que l'Angleterre se mit à absorber des quantités de lin toujours plus considérables, favorisée qu'elle était par les prix rémunérateurs qu'elle pouvait tirer des tourteaux appréciés de ses éleveurs, tandis que Marseille de plus en plus se spécialisait dans le sésame, qui laissait moins de sous-produits, ceux-ci demeurant comme on le verra, d'un placement très difficile en France. Dès 1835 les importations de sésame et de lin s'élevaient à 1048 tonnes, provenant spécialement de la Mer Noire qui jusqu'à 1880 restera le principal fournisseur du Marché Marseillais. En 1839, la fabrication était déjà assez considérable pour absorber 10.376 tonnes, et elle avait trouvé dans l'Angleterre un débouché rémunérateur pour ses tourteaux,

qu'elle y vendait jusqu'à 35 francs les 100 kilogs contre 18 au maximum en France.

En 1840, apparaît le premier chargement de sésame en provenance des Indes : celles-ci finiront par supplanter totalement celles du Levant. Grâce à ce nouvel apport, en 1841 les importations avaient doublé en deux ans, puisqu'elles atteignaient le chiffre de 29.045 tonnes qui étaient mises en œuvre par 36 huileries occupant 800 ouvriers. Cette année là, vit l'introduction des graines de coton dont 2835 toïnes arrivèrent des Etats-Unis : la teinte foncée de l'huile obtenue devait en restreindre l'emploi jusqu'en 1851, époque où Darier découvrit un procédé pour la décolorer. L'année 1842 marque une date importante, dans l'histoire de l'huilerie Marseillaise, puisqu'on y voit figurer pour la première fois dans les importation, 575 tonnes d'arachides. Cette graine, à qui un avenir si brillant était réservé, était déjà consommée depuis longtemps en Espagne et dans le sud des Etats-Unis comme denrée alimentaire et les Anglais avaient déjà commencé à en faire de l'huile. En 1843, Marseille en recevait une quantité assez grande pour pouvoir en réexporter vers les ports océaniques, qui avant elle en avaient déjà importé un tonnage réduit.

Pour assurer l'écrasement et la trituration de ces nouvelles graines, lins, sésames, coton, arachides, apparues sur le marché en moins de vingt ans, il était nécessaire que s'opérât une transformation radicale du matériel primitif des moulins à huile.

Les anciennes presses à vis, à qui on demandait un travail inusité devinrent insuffisantes et furent bientôt remplacées par des presses hydrauliques qu'on installait dès 1835, et dont on accrut l'efficacité en augmentant la pression au centimètre carré et le diamètre du piston. En même temps, la technique même de l'huilerie faisait des progrès ; on abandonnait définitivement la trituration des arachides avec

leur coque et on construisait les premières machines à décortiquer, grâce auxquelles on obtient une huile et des tourteaux de meilleure qualité.

Vers 1845, cette jeune industrie des huiles de graines, avait pris un développement que les plus optimistes n'auraient pas osé espérer vingt ans plus tôt. Car les Savonniers n'avaient pas tardé à se familiariser avec les nouvelles huiles en mettant au point les mélanges qui permettaient de les saponifier plus facilement. On comptait alors 36 huileries employant 800 ouvriers et produisant 9.879 tonnes d'huile, qui alimentaient 45 savonneries occupant 700 ouvriers et produisant 5.000 tonnes de savon d'une valeur de 46.500.000 francs.

Une modification malencontreuse dans les tarifs douaniers, vint alors déclancher une crise dont les conséquences furent heureusement peu durables.

Jusque là, en effet, les droits d'entrée sur les graines étrangères avaient été pour le lin de 1 franc par 100 kilogs sur navire français et de 1 fr 50 sur navire étranger, pour les autres graines de 2 fr 50 par 100 kilogs sur navire français, et de 3 fr 50 par 100 kilogs sur navire étranger.

Or, les cultivateurs de colza obtinrent sur leurs instances un nouveau tarif nettement protecteur, où l'échelle des droits était élevée jusqu'à 14 francs par 100 kilogs pour certaines graines. Les lins qui représentaient encore une grosse partie des importations marseillaises payaient 4 francs de droit pour les provenances de Russie et 8 frs pour les autres provenances de la Méditerranée.

Des représailles russes s'ensuivirent naturellement, qui amenèrent successivement l'octroi de l'admission temporaire pour les colzas, les lins et les sésames. Nos importations s'en trouvèrent augmentées et sortirent de leur stagnation pour s'élever en 1850

à 44.090 tonnes dont 23.955 tonnes de sésames, 12.983 d'arachides, 6.847 de lins.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, on voit s'accroître les progrès techniques ; la quantité et la variété des graines reçues et triturées, augmentent considérablement. Alors commence véritablement à se poser la question de l'écoulement des sous-produits, qui bientôt va conditionner l'existence même de cette industrie. La difficulté de l'écoulement des tourteaux, dont la quantité croissait parallèlement à celles des graines mises en œuvre, fera renoncer à utiliser des matières premières, avantageuses comme prix, mais peu riches en huile et c'est ainsi qu'on en laissera l'emploi à des places étrangères plus favorisées au point de vue des débouchés. Et on verra Marseille se désintéresser peu à peu des cotons et des palmistes au profit des États-Unis dans le premier cas, de l'Allemagne dans le second. On le comprend mieux, si l'on considère qu'en France vers 1860, les tourteaux se vendaient au prix dérisoire de 4 et 5 frs, même 2 frs les 100 kgs alors qu'en Angleterre et en Allemagne, on en tirait cinq à six fois plus, parce que les agriculteurs en avaient saisi toute la valeur, comme aliment du bétail et comme engrais.

Aussi les industriels étrangers pouvaient-ils déjà, offrir un bien meilleur prix des matières premières que les industriels Marseillais, qui voyaient ainsi leur marché se restreindre. Cette situation devait aller en s'affirmant de plus en plus.

Bien que n'ayant pas pu garder, pour les raisons que nous venons de voir, la même primauté sur le marché des palmistes et des cotons, que sur celui des autres graines, Marseille n'en a pas moins compris la première, le parti intéressant qu'on pouvait en tirer. S'il faut en croire une tradition bien établie, les noix de palmistes servirent longtemps de lest aux navires revenant de la Côte occidentale d'Afrique

sans fret de retour. On les jetait par dessus bord à l'arrivée à Marseille. La pulpe qui les entourait était utilisée par les indigènes pour fabriquer leur huile de palme, ce qui donna peut-être, à un capitaine marin, l'idée de les concasser pour voir si elles ne contenaient pas également de l'huile. Son hypothèse se trouva vérifiée, et les industriels Marseillais ne tardèrent pas à trouver dans les noix de palmistes une nouvelle matière première, à laquelle ils ne purent jamais donner toute la place qu'elle mérite parce qu'elle produit 60 % de tourteaux pour 40 % d'huile seulement. Pour diminuer l'encombrement et le poids à transporter, à partir de cette période, on concassa les noix et on n'embarqua plus que les amandes.

Après 1856 s'opère un changement notable dans les provenances des graines : les Indes prennent pour toutes les graines, et spécialement pour les sésames d'abord, ensuite pour les arachides décortiquées de Coromandel, une prépondérance de plus en plus marquée, qui devait leur rester d'ailleurs jusqu'à nos jours, sur les pays de la Méditerranée et du Levant qui avaient alimenté jusque là le marché de Marseille. Ce changement s'explique originairement par des différences de prix, les Sésames du Levant valant de 65 à 72 francs, et celles des Indes ne se payant que 50 à 66 francs.

En 1857, Marseille reçoit pour la première fois un chargement de coprah. On sait toute l'importance que l'industrie des graisses végétales devait donner à cette matière première. C'est, l'amande séchée du fruit du cocotier, de la noix de coco, on la reçut d'abord de l'Inde ou de Zanzibar, puis du Mozambique après 1870 et des îles de la Sonde.

Depuis 1895, les Philippines en sont les plus gros exportateurs. Leur huile ne s'introduisit pas sans peine d'ailleurs, sur le marché, bien qu'elle donne

généralement de bons résultats dans la fabrication des savons.

Avec l'appoint de cette nouvelle matière première, les importations dès 1860 s'élevaient au chiffre inconnu à ce jour de 102.321 tonnes. Les sésames y occupaient toujours la première place, suivis à une assez grande distance par le lin avec 27.543 tonnes et les arachides qui n'allaient pas tarder à prendre la seconde place. La loi douanière de 1861 vint encore leur donner une activité nouvelle en supprimant les droits pour les marchandises arrivant par navire français et en les limitant à 2 francs par 100 kgs pour celles arrivant par navire étranger. Les droits sur le saindoux furent maintenus à 6 frs par 100 kgs, mais la baisse des prix permit aux Savonniers d'en importer 12.000 tonnes.

Grâce à ces mesures très libérales, les importations progressaient en 1863 jusqu'à 119.066 tonnes. Les sésames restaient toujours en tête avec 42.541 tonnes, mais les arachides avaient dépassé les lins avec 27.756 tonnes : elles ne devaient pas tarder à prendre la première place. Les quantités d'autres graines étaient les suivantes :

	tonnes
Lins	18.715
Colzas	7.726
Cotons	7.518
Palmistes	6.480
Coprah	2.420

A ce moment l'apparition du pétrole, va créer pour les huiles d'éclairage, dites huiles lampantes, une difficulté d'écoulement de plus en plus grande. Il va falloir leur trouver un autre débouché et on va chercher à les rendre propres à la Savonnerie et au graissage. Plus tard on arrivera même à les purifier par un raffinage complet, de façon à les rendre propres à la consommation alimentaire.

A la même époque, la guerre de Sécession faisait augmenter aux Etats-Unis le prix du coton fibre, sur le marché local, ce qui incita l'Inde à développer chez elle cette culture, qui, en certains points y supplanta totalement celle des sésames. Alors on constate sur la place de Marseille, une offre grandissante de graines de coton, qui n'est pas couverte d'ailleurs : car elles représentent 80 % de tourteaux, que Marseille est mal placée pour écouler et dont elle est obligée de se défaire au prix ridicule de 2 ou 3 francs les 100 kilogs.

Malgré ce handicap persistant de la mévente des tourteaux, en 1868 l'huilerie Marseillaise était représentée par 41 usines exploitant 930 presses et produisant 60.000 tonnes d'huile (on évalue à cette époque la production européenne totale à 220.000 tonnes). La production d'huile, grâce à la politique de liberté douanière pour les importations de graines qu'avait su pratiquer le second empire, auquel l'industrie Marseillaise a toujours gardé d'ailleurs un souvenir reconnaissant, avait doublé en trois ans, puisque en 1865 elle ne représentait que 32.400 tonnes.

La guerre de 1870 n'arrêta pas l'élan de l'Industrie des corps gras et si en 1873 la taxe sur les huiles de 5 à 15 francs aux 100 kilogs, selon l'importance des villes, l'inquiéta quelque peu, ses importations n'en continuèrent pas moins à croître avec une régularité impressionnante. Dès 1875 les arachides décortiquées de Coromandel arrivent en masse, par chargement complet sur les voiliers spécialement affrétés à cet effet, et dans lesquels on peut voir les ancêtres des « tramps » modernes. Bientôt Verminck devait utiliser le premier des vapeurs pour leur transport, ce qui permit de recevoir des graines de meilleures qualités grâce à un séjour en cale moins prolongé.

Les sésames rouges et jaunes et les arachides décortiquées prirent de plus en plus à partir de ce moment, le chemin de Marseille qui tendit à en devenir

l'unique entrepôt. Leurs tourteaux peu abondants, étaient d'un écoulement plus facile, que ceux des lins et des cotons dont continue l'exode vers l'Angleterre où leurs sous produits abondants et appréciés trouvent des débouchés rémunérateurs.

En 1877, seulement, on charge un vapeur d'arachides au Sénégal. A partir de ce moment, la production de ce pays, exportée par des services réguliers ne cessera de croître. Elle vient heureusement combler le vide laissé sur le marché, par la guerre Russo-Turque qui devait deux ans plus tard, annihiler pour un temps les expéditions de la Mer Noire.

Entre temps, une nouvelle graine était apparue : Le Ricin. Elle devait donner lieu plus tard, à un commerce assez considérable pour que certaines maisons se spécialisent exclusivement dans l'extraction de son huile, le jour où son filtrage délicat serait au point et où surtout seraient abolis les tarifs de pénétration qui favorisaient exagérément les produits similaires de l'huilerie italienne.

Pendant l'année 1879, les importations atteignirent 194.980 tonnes.

Les sésames arrivent toujours en tête avec 63.830 mais les arachides les serrent de près avec 57.370 tonnes. On constate aussi un notable accroissement des coprahs avec 19.803 tonnes. L'arrivée pour les autres graines se chiffre à 19.573 pour les cotons, 17.737 pour le colza, 19.962 pour le lin.

En 1879, débuta une crise, ou si le mot est trop fort, une période de stagnation relative qui devait durer près de dix ans.

A la demande des importateurs Marseillais, bien des entraves, telles que les droits d'accise et de pavillon étaient tombées, tandis que les droits de douane demeuraient réduits. Malgré ces mesures protectrices, la concurrence des ports français océaniques im-

portateurs de graines oléagineuses et celle bien plus redoutable des industriels étrangers, commençaient à se faire sentir. Ces derniers s'étaient mis en effet, à produire eux-mêmes les huiles de graines que Marseille leur avait fournies jusque là et étaient devenus nettement protectionnistes.

La capacité d'absorption du marché Marseillais en matières premières devait se restreindre, ce qui n'empêchait pas les pays producteurs de graines, d'en offrir des quantités toujours plus considérables. Leurs prix baissèrent naturellement, celui du frêt fit de même, tandis que la consommation restait stagnante, et que les débouchés extérieurs se restreignaient parallèlement à la croissance de l'industrie respective de chaque pays acheteur. La crise atteignit son paroxysme quand l'extension des chemins de fer indiens permit vers 1884, d'amener à la côte des quantités insoupçonnées d'arachides et de sésames, et les prix tombèrent du coup de 40 à 28 francs les 100 kgs pour celles de Bombay, tandis que les Rufisque ne trouvaient preneur qu'à 19 frs. En même temps les États-Unis devenaient exportateurs à bas prix d'huile de coton que la France importait par les ports Atlantiques et contre laquelle les Industriels Marseillais se trouvaient mal placés pour lutter à cause d'une augmentation de 48 % sur les tarifs de chemin de fer.

La situation était donc pénible, d'autant plus que les Industriels Marseillais ne faisaient rien pour y remédier. Au contraire, la Savonnerie était divisée en deux camps, les traditionnalistes qui d'après Chevreul, n'admettaient comme savon dit de Marseille que celui qui contient 60 % d'huile, 33 % d'eau, et 7 % d'alcali ; et les novateurs qui, s'appuyant sur des jugements du tribunal de Commerce, prétendaient que ces proportions n'avaient rien d'obligatoire et qu'en tout cas l'adjonction au savon, de matière

inerte (résine par exemple) n'était pas prohibée par la loi.

Malgré tous ces contretemps, les importations se maintenaient ; elles devaient même croître énormément après 1885. La technique se perfectionnait ; dès 1884, on commençait à extraire par concentration, la glycérine qui était jusque là, jetée à l'égout avec les lessives épuisées et qui devait plus tard alimenter une exportation abondante.

Le nombre des usines avait subi une légère augmentation et le personnel était plus considérable. En 1890, il y a 70 Savonneries occupant 793 ouvriers et 45 huileries occupant 2.061 ouvriers. A cette époque, les importations se montent à 333.123 tonnes, mais elles n'ont guère augmenté en valeur, à cause de la baisse de prix indiquée plus haut. Les arachides y tiennent la tête avec une avance considérable (121.641 tonnes) suivies de loin par les sésames 80.611 tonnes. On constate la présence inusitée d'une grande quantité de graines « autres » : 31.000 tonnes. Les importations de Marseille (1) représentaient alors 65 % du total des importations françaises totales.

En 1891, les Agriculteurs sollicitèrent à nouveau une protection efficace des colzas indigènes sur lesquels une baisse de prix considérable s'était produite en l'espace de 40 ans de 140 frs en 1855, ils étaient tombés à 60 frs en 1891.

Cependant la franchise douanière pour les graines oléagineuses fut maintenue à peu près comme auparavant, ce qui n'empêcha pas le commerce extérieur de Marseille de tomber de 2 milliards en 1891 à

(1) Importations en 1890 (en tonnes) :

Arachides	121.641	Coton	18.964
Sésames	80.611	Colza	7.753
Coprahs	34.163	Lins	10.126
Palmistes	28.863	Autres	31.000

1687 millions en 1896, à cause du protectionnisme inauguré en d'autres matières et qui amena des représailles cruelles.

Parallèlement aux importations des graines, croissait avec rapidité l'importation des huiles elles-mêmes. Ce mouvement qui devait prendre une importance de plus en plus considérable à l'époque contemporaine, se marqua d'abord pour les huiles de coton. La France en recevait 12.000 tonnes en 1894, et 61.000 en 1897. Car les Etats-Unis qui, en 1860, ne possédaient que 6 huileries, en possédaient trente ans plus tard 119 et 40 ans après en 1900, 369, produisant 3.288.000 tonnes dont 1.670.000 étaient exportées. Les importations d'huile de coton se produisaient malgré le droit protecteur de 6 fr. par 100 kilogs, car elles pouvaient être vendues à un prix inférieur à celui pratiqué normalement en France.

Cependant la consommation aux Etats-Unis ayant subi une brusque augmentation, les exportations s'en ressentirent, et les prix ayant augmenté, elles tombèrent petit à petit en 1898 à 61.732 tonnes ; en 1910, à 3.441 tonnes. Mais les huiles de coton, qui avaient marqué l'origine de l'importation des huiles industrielles furent remplacées par d'autres.

A cette même époque, commence une lutte qui a passé par des phases d'acuité variable, et qui met aux prises Savonneries et Huileries. La solution normale, était l'intégration de ces deux industries ; on ne devait y arriver que lentement et imparfaitement à cause du nombre persistant de petites entreprises, demeurées très vivantes en dépit de la concurrence des grandes, à cause de leur caractère patrimonial qui attache à un nom toute une clientèle.

L'importation grandissante des huiles végétales étrangères telles que le coton, que les Savonniers se procuraient à des prix avantageux, mécontenta les

fabricants d'huile qui craignaient de voir leurs ventes baisser de ce fait ; aussi s'empressèrent-ils de demander des droits protecteurs, plutôt que d'essayer d'améliorer les conditions de leur production, imparfaite, nous le verrons, tandis que les Savonniers s'y opposèrent naturellement. On verra que la question est loin d'être résolue et que les Savonniers à défaut de la liberté totale d'importation de l'Huile, réclament le régime de l'admission temporaire.

L'année 1897, marque une date importante pour l'Industrie des corps gras, à Marseille et dans le monde. Des industriels Marseillais, la maison Rocca, Tassi de Roux mettent en eet au point, le procédé de raffinage des huiles de coco qui va permettre la fabrication en grand du beurre végétal. On sait tout le développement que cette fabrication devait prendre en France et à l'étranger, puisqu'on évalue ses bénéfices à une somme moyenne de 300 millions de francs-or par an.

A partir de la fin du XIX^e siècle, en même temps que les huiles de coton américaines tendent à disparaître des importations des arachides décortiquées de Coromandel y tiennent une place de plus en plus importante. Une heureuse succession de bonnes récoltes obtenues grâce à des semences sélectionnées du Mozambique, permettaient d'approvisionner avec régularité un marché dont la faculté d'absorption grandissait chaque année.

A partir de 1900 l'Industrie naissante des beurres de coco attire des quantités considérables de coprah, que Marseille reçoit malheureusement en seconde main de Londres, qui en a accaparé le marché, au temps où nos savonniers, ne voulaient pas s'en servir. Une ère de véritable prospérité commence à régner et on voit en 1910, année record jusqu'à ce jour, les

importations (1) de graines oléagineuses se chiffrent par 665.679 tonnes contre 596.156 en 1909, soit 63 % du total des importations françaises.

En même temps les exportations doublient ; elles passaient de 41 millions en 1908 à 87 millions en 1910.

Il faut noter qu'en 1911 la mise au point du procédé de raffinage des huiles d'arachides de Coromandel, vint donner un nouveau stimulant aux importations de cette graine dont la prépondérance s'accroissait toujours, puisque les arachides et les coprahs forment alors 56 % des importations à eux seuls. Sur 80.000 tonnes d'huile extraites, 40.000 furent rendues alimentaires par le raffinage.

La guerre ne devait pourtant pas surprendre l'industrie des corps gras dans cette période de prospérité.

La concurrence régionale des Huileries et Savonneries du Nord de la France ou de la région de Paris commençait à se faire sentir à l'intérieur, tandis qu'à l'étranger s'affirmait chaque jour davantage, le désir de chaque pays de se suffire à lui-même pour la production des corps gras. C'est ainsi que l'Allemagne et l'Angleterre s'étaient peu à peu complètement fermées à nos exportations et nous faisaient déjà une sérieuse concurrence sur les marchés du Nord de l'Europe. L'apparition continuelle de nouveaux fabricants grossit la demande de matières premières, dont les prix montèrent d'autant plus haut, que ces acheteurs bien placés généralement pour écouler leurs sous-produits à des prix rémunérateurs,

(1) Détail des importations à Marseille en 1910 (record) :

(en tonnes)

Sésames	90.979	Coton	11.655
Arachides	349.016	Pavots	1.794
Lins	10.128	Ricin	13.487
Colzas	5.483	Coprah	145.989

pouvaient par cela même payer les graines plus cher.

Malgré ces menaces qui se précisaient, la production avait continué à croître pour arriver à 240.000 tonnes d'huile en 1913. On voit le chemin parcouru depuis 1903, où elle était seulement de 183.377. Les exportations d'huile étaient de 39.600 tonnes. Elles tendaient à se restreindre, la savonnerie en absorbant des quantités de plus en plus grandes. Le plus gros tonnage aux exportations était fourni par les tourteaux dont 125.000 tonnes étaient exportées sur une production de 250.000 tonnes.

Malgré la production de l'huile qui avait atteint le chiffre le plus élevé qu'on ait jusqu'alors enregistré, cette prospérité était factice.

L'huile à fabrique se vendait plus cher que son prix de revient réel et la spéculation régnait à un tel point que dès 1908, le Sémaphore de Marseille pouvait constater « que le jeu prenait la place du travail utile ».

D'autre part, l'imperfection de nos tarifs douaniers empêchait nos exportations de croître comme celles de la Grande Bretagne, de plus en plus envahissantes et en définitive la production de l'huile n'avait pas augmenté avec la même rapidité que les importations de graines. En 1890-92, la production moyenne était de 104.334 tonnes ; en 1911-13 de 177.550, or dans le même temps les importations de graines avaient doublé.

D'ailleurs les exportations n'étaient pas considérables ; de 5.000 tonnes en 1860 elles étaient passées à 10.000 en 1890 ; à 20.000 en 1900, pour dépasser 30.000 après 1910.

Ce qui prouve enfin l'état stationnaire de cette industrie c'est toujours son faible degré de concentration. On trouve en 1913, 40 huileries contre 37 en 1900. Il est vrai que le nombre des presses était passé de 1.000 à 2.000 pendant cette période, mais le maté-

riel était toujours de qualité inférieure. Il n'en pouvait être différemment dans une industrie inorganisée, où la concurrence amicale le cédait souvent aux rivalités personnelles en face des industries étrangères rivales, où la production était réglée sur des bases scientifiques au point de vue technique comme au point de vue commercial. On aurait souhaité voir une copération efficace, qui s'affirmait de plus en plus nécessaire entre l'huilerie et la savonnerie ; les essais faits en ce sens par de grosses entreprises (1) n'avaient pas été suivis faute de capitaux et faute d'initiative. Ils avaient pourtant donné de bons résultats, corroborés par ceux du monopole de fait qui existait en stéarinerie au profit de Fournier qui représentait en 1913, 90 % des exportations, 30 % de la production française : on touchait ici du doigt les avantages de la concentration.

Il n'est donc probablement pas exagéré de dire que la guerre trouva l'Industrie Marseillaise des corps gras à un tournant de son histoire. Elle devait en tout cas, par elle-même et par ses conséquences, encore sensibles dix ans après, exercer sur son évolution une influence profonde et malheureuse, en lui fermant des marchés, en lui créant des concurrents contre lesquels elle s'est trouvée dans l'impossibilité matérielle de lutter par le jeu naturel des circonstances.

En effet, la guerre maritime eut pour conséquence immédiate, de favoriser les concurrents neutres ou alliés, anglais principalement, qui pouvaient encore recevoir à bon compte les matières premières. Quand elle pouvait s'en procurer, le prix exorbitant des frêts venait encore en augmenter le prix de revient, déjà

(1) La première Société groupant Savonnerie et huilerie fut la Société des Huileries et Savonneries Méridionales en 1881 ; plus tard, apparaissent la Société des Huileries et Savonneries de Lurian ; Rocca, Tassy et de Roux ; et Verminck.

élevé du fait de la rareté et de la cherté de la main-d'œuvre et du combustible. D'autre part, l'embouteillage des transports rendait impossible pratiquement toute expédition régulière vers l'intérieur. Il n'était pas étonnant alors que la production restreignit d'elle même. Le vide laissé par l'absence des produits Marseillais sur le marché intérieur, et surtout sur le marché extérieur, fut rapidement comblé par les produits anglais qui n'attendaient qu'une occasion pour s'imposer définitivement. C'est ainsi qu'on voit nos exportations tomber à 91.860 tonnes en 1916, tandis qu'en 1918 les importations de matières premières à la fois impossibles et inutiles désormais s'effondrent à 114.270 tonnes.

Après une telle chute, on comprend le temps qu'il fallut à Marseille pour reprendre sa place ; elle ne l'a d'ailleurs, on le verra, qu'incomplètement recouvrée, et son importance actuelle sur le marché des corps gras est bien moindre qu'avant la guerre.

Cet historique n'était pas inutile pour le fournir l'indispensable point de comparaison dont nous aurons besoin dans le courant de cette étude.

Il n'était pas sans intérêt, en effet, de passer en revue les divers avantages locaux et géographiques, qui avaient favorisé l'industrie des corps gras dans le passé, pour en déduire l'influence qu'ils pourront exercer dans l'avenir ; et, à défaut de ces résultats pratiques, ce retour en arrière était indispensable pour faire connaître le véritable rôle de pionnier et d'initiateur joué par Marseille dans cette industrie qui lui doit sa prospérité mondiale actuelle.

DEUXIEME PARTIE

LES MATIÈRES PREMIÈRES DE L'INDUSTRIE

DES CORPS GRAS

Les Importations de graines oléagineuses tendent peu à peu à se rapprocher du chiffre de 600.000 tonnes auquel elles se montaient en 1913.

En 1927 les arrivages furent de 536.183 tonnes. En considérant le tableau d'arrivage des graines pendant ces vingt dernières années, on constate une tendance bien marquée de Marseille à se spécialiser dans certaines d'entre elles. C'est ainsi que les importations de sésames sont tombées de 68.326 tonnes en 1907 à 6.518 en 1927. Pendant la même période, celles des Pavots de 4.106 tonnes à 0. Celles des cotons de 15.884 à 10 tonnes ; celles des lins de 21.202 à 11.686.

Parallèlement, les arachides dont les importations n'étaient que de 236.623 tonnes en 1907, s'élèvent en 1927 à 329.077, les ricins passent de 16.370 à 23.908 et les coprahs de 126.937 à 138.560.

Malgré cette tendance à la spécialisation, Marseille n'en reçoit pas moins une variété de graines considérables. Cela s'explique parce qu'elle continue encore aujourd'hui à se faire, comme par le passé, le banc d'essai de toutes les nouvelles matières grasses qui apparaissent sur le marché. On en a la preuve par le tonnage de graines enregistrées sous la rubrique « autres » qui a doublé en vingt ans : de 6.000 tonnes environ en 1907, il dépasse 12.000 en 1927.

On verra que la règle qui a guidé et guide encore Marseille dans le choix de ses matières premières est uniquement leur teneur en sous-produits : on sait que la plupart des tourteaux se vendent difficilement en France et on aura l'occasion de voir que les débouchés extérieurs leur ont été fermés plus ou moins complètement depuis la guerre.

On peut constater, en gros, que le tonnage des graines reçues, tend à être en rapport inverse avec leur rendement en tourteaux à l'exception des arachides.

	Rendement en	
	tourteaux	Tonnage
Arachides en coque	72 %	119.324
Arachides décortiquées	59 %	209.753
Coprahs	47 %	138.567
Palmistes	55 %	11.254
Sésames	57 %	6.518
Lins	67 %	11.686
Pavots	65 %	0
Ricins	65 %	23.908
Cotons	80 %	10

Les cotons sont abandonnés ; les pavots, les lins et les sésames enregistrent une baisse sérieuse. Les arachide échappent à la règle parce que leurs tourteaux sont les seuls qui se vendent bien.

Cette situation est d'autant plus à regretter, que nos colonies pourraient nous fournir des graines peu riches en huile mais à bon marché, que Marseille doit laisser mettre en œuvre par ses concurrents étrangers, faute de pouvoir en écouler les tourteaux.

Le palmiste en est un exemple typique : avant la guerre leur commerce était aux mains de l'Allemagne, dont les agriculteurs appréciaient les tourteaux.

Comme en dehors des arachides, le palmiste est à peu près, la seule matière première que nous puissions importer de nos colonies (on ne peut parler du

tonnage infime des Coprahs des Etablissements français d'Océanie), on s'explique aisément que sur une importation totale de 530.000 tonens, nos colonies ne nous fournissent guère plus du cinquième.

Il y a là, évidemment, une situation déplorable, qui ne prendra fin qu'au moment où les pouvoirs publics se seront souciés de vulgariser par des moyens appropriés l'emploi des tourteaux en agriculture. On peut espérer d'autre part, que la levée récente de l'interdiction de les exporter, va permettre à nos fabricants de se rendre acquéreurs de graines coloniales qui en produisant une plus grande quantité relative (1).

Mais peut-on espérer qu'un jour nos colonies subviennent entièrement à nos besoins de matières grasses ? Les résultats encourageants obtenus par l'arachide au Sénégal laissent la place à tous les espoirs.

On peut remarquer que les progrès de cette culture ont suivi ceux du chemin de fer ; car c'est le prix du transport qui fait le leur, comme celui de la plupart des matières premières coloniales. Pour s'en convaincre, il suffit de constater qu'elles valent 65 francs les 100 kg à Bamako et 150 francs à Dakar en moyenne.

Cela revient à dire que la facilité de transport à la côte, est la condition primordiale de l'accroisse-

(1) Quoiqu'il en soit à l'avenir, il n'en est pas moins vrai qu'actuellement la part de nos colonies dans nos importations est faible, sauf pour les arachides. On s'en convaincra par le tableau suivant :

	Quantités totales importées	Provenances coloniales
	(en tonnes)	
Arachides en coques	325.486	288.644
Arachides décortiquées	241.481	6.867
Palmistes	30.965	24.611
Coprahs	158.215	22.025

ment de la production coloniale des graines oléagineuse. Faute de pouvoir les amener au port d'embarquement, des quantités considérables de palmistes pourrissent chaque année dans les forêts côtières de l'Afrique Occidentale. Aussi peut-on s'étonner qu'il soit souvent question d'établir des plantations, sans se soucier assez des moyens d'écouler leurs produits.

On a organisé il y a peu de temps, en Afrique Occidentale trois stations d'essai de semences pour l'arachide et le palmier à huile, sur des bases trop administratives peut-être. Il n'en est pas moins vrai que c'est la manifestation d'un effort louable dont les importateurs de Marseille ne peuvent que se féliciter.

Mais il ne faut évidemment pas en attendre des résultats immédiats.

La question de l'organisation rationnelle de la production coloniale des matières grasses est en effet des plus complexes. Il faut décider au préalable si l'on préférera les produits de cueillette à ceux de plantation. Cela fait, si on choisit la plantation — ce qui a lieu en général — il faut arriver par la sélection à trouver la meilleure variété à cultiver, au point de vue précocité, rendement, etc... Cela fait, il faut se préoccuper de la question de la main-d'œuvre rare, paresseuse, maladroite et incapable d'utiliser les machines les plus simples. Il faut enfin étudier la question primordiale du transport, qui a le même intérêt, au tonnage près, que la matière première soit ou non transformée sur place en produit fini ou mi-fini.

C'est précisément le faible tonnage qui peut actuellement être transporté par les voies ferrées coloniales, qui augmente l'intérêt de la solution actuellement préconisée et qui consiste à extraire l'huile sur place. Le rendement des moyens de communication est ainsi plus considérable, puisqu'ils servent à transporter une marchandise de plus grande valeur re-

lative. C'est la guerre qui a hâté la réalisation de ces projets. La cherté des frets demandant à ce qu'on utilise à plein, les faibles tonnages mis à la disposition des importateurs. L'huile tenait moins de place et valait plus cher que les graines. Si, dans nos colonies, ces essais n'ont pas été poursuivis, le marché des frets étant redevenu normal, ils ont été continués à l'étranger au point que les Philippines par exemple exportent actuellement plus d'huile que de graines.

Aussi, après avoir examiné le commerce des graines, y aura-t-il lieu d'étudier celui des huiles brutes, qui prennent chaque jour plus d'importance et qui tendent vraisemblablement à remplacer les graines comme matières premières. On se rapproche par là, d'un terme où certains pays sont arrivés déjà, en devenant exportateurs de produits finis, après n'avoir longtemps fourni que des matières premières.

Les différentes matières premières

Pour faciliter l'étude des matières premières utilisées par l'Industrie des corps gras, il est nécessaire de les classer, car elles sont extrêmement nombreuses.

La première méthode qu'on peut employer est de les étudier successivement, d'après le règne de la nature auquel elles appartiennent. On dispose en effet de matières grasses d'origine animale, végétale et minérale. Mais l'Industrie Marseillaise ne s'occupant que des secondes, cette division ne nous serait que d'un faible secours.

Mieux vaudrait les classer d'après leur provenance, en matières premières indigènes et exotiques, si Marseille n'utilisait exclusivement que des graines coloniales et étrangères, et ne triturerait aucune graine d'origine métropolitaine en dehors des olives.

Aussi, suivrons-nous dans cette étude la division classique et traditionnelle à Marseille chez les

courtiers et fabricants d'huile, en graines fluides et graines concrètes.

Les premières sont celles qui donnent une huile fluide à la température normale.

Les secondes sont celles qui donnent une huile figée, « concrète », à la même température.

CHAPITRE PREMIER

LES GRAINES FLUIDES

L'olive. — On a employé de toute antiquité l'olive pour en faire de l'huile et de nos jours on en tire encore la qualité d'huile de table la plus appréciée.

Celle-ci dépend d'ailleurs du degré de maturité du fruit qui est généralement cueilli avant d'être complètement mûr.

La production Provençale moyenne est d'environ 10.000 tonnes, celle de la Tunisie de 50.000 tonnes. L'Espagne en produit 40.000 et l'Italie environ 100.000 tonnes.

Depuis cinquante ans, la production n'a guère augmenté. Tandis qu'en Espagne les espaces plantés d'olivier doublient entre 1858 (850.000 hectares) et 1919 (1.550.000 hectares) en Provence ils diminuaient à tel point que la récolte s'abaissait à 6.000 tonnes entre 1910-1919 contre 18.000 en 1885.

Pendant la guerre, alors que tous les pays producteurs diminuaient leurs exportations seule l'Espagne augmentait les siennes. Mais partout ailleurs, l'olivier était chassé par l'extension des cultures à grand rendement. L'olive, il faut bien le remarquer, est la seule graine qui ait toujours été importée à Marseille sous forme d'huile, les olives étant très périssables et l'extraction de l'huile ne demandant ni un matériel très perfectionné, ni une technique approfondie.

Les Importations d'huile d'olive à Marseille étaient en 1926 de 20.254 tonnes se détaillant comme suit :

Espagne	2.724	tonnes
Tunisie	5.569	»
Italie	2.689	»
Algérie	7.223	»
Turquie	2	»
Grèce	358	»
Maroc	1.482	»
Divers	206	»
		20.254 »

L'arachide. — Les arachides, par l'importance de leur tonnage dominant tout le marché des graines oléagineuses. En 1927 avec 329.077 tonnes, elles représentaient plus de 50 % des quantités totales de graines oléagineuses entrant en France. Elles fournissent en effet, l'huile légère type pour la Savonnerie et après raffinage, pour l'alimentation.

L'arachide est le fruit d'une légumineuse annuelle appelée aussi pistache de terre, et qui sert d'aliment de première nécessité dans les pays où elle pousse. Le fruit est formé d'une enveloppe fibreuse oblongue de 2 ou 3 centimètres renfermant 3 ou 4 graines qui contiennent d'autant plus d'huile qu'elles mûrissent plus près du tropique. C'est à proprement parler une plante intertropicale, qu'on trouve en Afrique Occidentale, en Chine dans l'Inde, et dans l'Afrique orientale, et qui rend de 1.500 à 5.000 kgs à l'hectare. Les arachides sont importées en coques ou décortiquées :

1° *Les Arachides en coque.* — Elles proviennent en majeure partie de l'Afrique Occidentale Française (105.000 tonnes sur 119.324 importées en 1927) et

des possessions anglaises d'Afrique occidentales (sauf la Nigéria) (1).

La production moyenne est de l'ordre de 400.000 tonnes par an, et Marseille en reçoit environ 120.000 tonnes.

On continue à les préférer aux arachides décortiquées, quoique représentant des frais plus considérables de transport, à cause de la qualité de leurs huiles : la coque protège l'amande de la fermentation qui se produit au cours du stockage en vrac des graines. Cependant on en importe 100.000 tonnes de moins que d'arachides décortiquées.

Pendant la guerre, le fret qui avait atteint le prix de 700 shillings la tonne (contre 25 sh. en 1913), fit qu'on procéda au Sénégal au décortiquage d'après les méthodes employées dans l'Inde, mais on abandonna cette pratique dès que le fret fut revenu au prix de 25 sh. car l'économie du fret est contrebalancée par le risque de moisissure.

Les principaux acheteurs des arachides d'Afrique Occidentale Française sont les suivants :

France	203.800 tonnes
Allemagne	90.000 »
Angleterre	75.400 »
Belgique	11.900 »
Italie	37.300 »
Autres	35.700 »

2° *Arachides décortiquées.* — Le progrès actuel du raffinage des huiles explique la croissance des importations d'arachides décortiquées, qui s'élèvent à 209.753 tonnes en 1927, contre 113.219, en 1907.

(1) En effet les centres de production de cette colonie se trouvant loin de la côte, on réduit l'encombrement et le poids des arachides en les exportant décortiquées.

On obtient environ deux tonnes d'amandes en décortiquant 3 tonnes d'arachides. On voit par là que le poids mort représente au moins un tiers de la graine et quelle serait l'économie de fret, si on ne recevait que des arachids décortiqués.

Elles proviennent en majeure partie de l'Inde (158.000 tonnes sur 209.000 en 1927) et du Mozambique. Il faut remarquer que les exportations Indiennes ne croissent pas proportionnellement à la production qui est à l'heure actuelle de l'ordre d'un million de tonnes par an ; elle est absorbée sur place, et dans des proportions de plus en plus considérables, soit sous forme de graines soit sous forme d'huile. On ne décortique que les graines destinées à l'exportation ; actuellement cette opération qui se faisait autrefois par mouillage, a lieu à sec pour diminuer les changes de fermentation.

Marseille les reçoit sous le nom de « Bombay » ou de « Coromandel ». Elles contiennent de 42 à 45 % d'huile, mais ne rendent en fait que 33 à 38 %. On se sert plus spécialement des provenances de Bombay qu'on traite à froid pour obtenir de l'huile comestible, tandis que celles de Coromandel traitées à chaud donnent des huiles industrielles qui sont employées à la fabrication des savons durs.

3°. *Le Sésame*. — Le sésame est une graine originaire de l'Inde, actuellement, cultivée dans tous les pays chauds. Ses propriétés sont connues depuis longtemps. Mais on ne l'utilise dans l'industrie que depuis 1840, date des premiers arrivages à Marseille.

Elle provient du Levant, de l'Inde, de la Chine, et de toute l'Asie Orientale. Les quantités débarquées en 1927 sont 6.518 tonnes contre 18.236 en 1907 ; sur ce chiffre à peine 868 tonnes viennent du Levant, qui fut autrefois le fournisseur principal du marché, le reste vient de l'Asie. Le sésame blanc de qualité

marchande ne doit pas contenir plus de 15 % de graines de couleur, si la proportion est de moins de 20 %, une réfaction est faite ; si elle dépasse 20 % la graine est refusée. Les sésames dits bigarrés contiennent 35 % seulement de graines blanches. Si ils ne contiennent que 15 % de graines blanches, ils sont dits « sésames noirs ».

Il existe une tolérance de 3 % seulement pour les graines étrangères.

Avant la guerre, la presque totalité de la production était absorbée par l'Allemagne et Marseille, à la faveur de la guerre, le Japon a accru ses importations au détriment de celles de Marseille presque réduites à rien, on l'a vu.

4° *Le Ricin*. — Les graines de ricin contiennent de 46 à 55 % d'huile qui s'extraît en 2 ou 3 pressions à chaud ou par les dissolvants volatils.

Originellement, elle n'était employée que par la pharmacie à laquelle est encore destiné de nos jours le produit de la première pression. Mais elle a trouvé dans le graissage des moteurs à combustion interne, et spécialement des moteurs d'aviation, un nouveau débouché dont le pouvoir d'absorption grandit de jour en jour. Cette aptitude spéciale explique la demande accrue que l'on constate sur le marché de cette graine.

En 1873 on en importait 1.090 tonnes, en 1927, 23.900 tonnes en provenance de l'Inde, de l'Indochine et du Mozambique. Tous les pays producteurs en étendent actuellement la culture, car elle possède un rendement à l'hectare plus élevé qu'aucune autre plante oléagineuse ; le ricin produit 1.800 kilogs de fruits à l'hectare, tandis que le palmier à huile en produit 900, et l'olivier 600 seulement. On peut regretter que cette culture ne soit pas répandue comme

elle le mériterait dans les colonies. Seules Madagascar et l'Indochine, en exportant de faibles quantités, moins de 6.000 tonnes sur 23.900. Il faut espérer que les essais de plantations faits dans l'Afrique du Nord à la demande des Services de l'Aéronautique donneront des résultats encourageants qui vulgariseront cette culture d'avenir.

5° *Le Coton.* — Les graines de plusieurs variétés de cotonniers contiennent de la matière grasse en proportion diverse. Le rendement industriel en huile ne dépasse jamais 20 % et varie suivant leur origine et de la façon dont elles sont traitées.

Il suffit de broyer telles quelles, les graines de coton des Barbades et d'Egypte qui sont nues, mais il faut décortiquer celles des Etats-Unis. Cette huile qui se saponifie difficilement laisse un sous produit appelé crasse de coton lorsqu'on la raffine. Ce résidu est utilisé pour la fabrication d'un savon industriel employé dans la fabrication des colorants.

Les premiers essais d'extraction de l'huile furent faits à Marseille en 1851.

Mais le véritable essor de cette fabrication ne date que de 1882 époque où on inventa des machines pour ôter le duvet des graines et les décortiquer, ce qui permit aux Etats-Unis de mettre en œuvre toutes leurs graines, dont une grande partie servait jusqu'alors d'engrais. La demande toujours accrue de l'industrie textile a eu pour effet de jeter sur le marché des quantités de plus en plus considérables de graines de coton, et les Etats-Unis qui n'avaient que 3 millions d'hectares plantés de coton en 1869 en possédaient 14 millions en 1920. Pendant la même période la surface consacrée à cette culture aux Indes passait de 5 millions d'hectares à 9 millions et en Egypte de 4 millions à 8 millions.

Alors qu'en 1873, on employait seulement 4 %

des graines à l'huilerie, en 1917, 84 % étaient absorbées par cet emploi : mais on constatait que les pays producteurs de graines étaient également devenus producteurs et exportateurs d'huile : leur consommation propre avait augmenté tandis que le caractère très périssable des graines de coton faisait renoncer à les exporter.

Cela explique la baisse constante des importations de coton par Marseille qui de 15.884 tonnes en 1907, tombent à 5.348 en 1913, pour s'effondrer à 10 tonnes en 1927. On n'importe plus que de l'huile de coton.

6° *Le lin.* — A Marseille on travaille presque exclusivement des lins exotiques, alors que dans le Nord de la France, les huileries utilisent les produits de l'agriculture locale ; passées par un minimum de 8.253 tonnes en 1919, les importations sont en reprise en 1927 où elles se chiffrent par 11.686 tonnes.

Mais elles sont loin d'atteindre les 25.000 tonnes de 1913. Elles proviennent de la Russie (1) (Mer Noire ou Baltique, ces dernières étant exemptes de matières étrangères et fournissant une huile de meilleure qualité) de l'Inde (Bombay bruns et bigarrés) et de la Plata (2).

Les graines contiennent de 33 à 24 % d'huile. Celle-ci ne peut être employée seule qu'à la fabrication des savons mous et ne peuvent entrer dans la

(1) Les graines russes contiennent jusqu'à 50 % d'impuretés, tandis que les autres en ont beaucoup moins. Cela nécessite des réactions proportionnelles.

(2) Il faut noter que la production de la graine exclut celle de la filasse, qui doit être récoltée avant maturité de la graine pour être flexible. Aussi y a-t-il des pays à graines (Etats-Unis, Argentine, Indes) et des pays à filasse (Europe). La Russie est seule exportatrice des deux produits.

composition des savons durs, que jusqu'à un maximum de 20 %. Ce furent cependant les premières huiles de graines employées à Marseille et leur quantité devait s'accroître jusqu'à l'ouverture du Canal de Suez où les Sésames les remplacèrent. Après une baisse constante des importations, on assiste à leur reprise subite en 1919 où il en arrive 20.000 tonnes, depuis elles sont retombées à 11.686 tonnes.

Il est à croire que cette graine n'a plus un grand avenir à Marseille, où on ne peut vendre ses tourteaux. Sa culture peu rémunératrice abandonne progressivement les régions d'agriculture intense, et sa production reste stationnaire. Cependant elle est encore considérable.

L'Argentine en produit 700.000 tonnes, l'Inde 300.000. Les plus gros importateurs demeuraient les Etats-Unis et l'Angleterre fabricants de savons mous et gros consommateurs de tourteaux.

7° *Le Colza*. — Marseille n'absorbe pas de colza indigène pas plus que de lin. Elle le reçoit de l'Inde (Bombay, Cawnpore) ou des pays riverains du Danube. Il contient entre 33 et 45 % d'huile qu'on extrait par une ou deux pressions à chaud. Son huile se saponifie assez difficilement et son savon sert à l'apprêt des textiles (colonnades en couleur). Tandis que ces importations sont tombées à Marseille de 5.082 tonnes en 1907 à 1.464 en 1927 comme en Angleterre d'ailleurs, les Etats-Unis en importent beaucoup plus qu'avant la guerre.

8° *Le Tournesol*. — Le tournesol présente cette similitude avec l'arachide, que les pays producteurs l'utilisent aussi bien pour leur alimentation que pour en faire de l'huile. Son rendement relativement faible n'est que de 30 %. Son huile se saponifie seule très

difficilement et ne peut être employée que mélangée avec des huiles concrètes.

Les grosses places de son commerce se trouvent en Europe Orientale; ce sont principalement Kouban et Saratov ; la région du Don représentait en 1913 : 90 % de la production des graines évaluée à près de 500.000 tonnes. La production totale d'huile est de 180.000 tonnes. En dehors de Marseille, elle est peu connue sur le marché mondial, car la Russie la consomme presque toute (1).

9° *Le Soya*. — La graine de soya, fruit d'une légumineuse d'origine japonaise, est la dernière graine fluide importante qui ait été introduite sur le marché marseillais. Elle renferme peu d'huile qui le plus souvent est extraite sur place, environ 20 %.

Le Japon et l'Angleterre en absorbaient toute la production avant la guerre. A la faveur de celle-ci les exportations chinoises vers le Japon augmentèrent au détriment de l'Angleterre et les Etats-Unis devinrent un acheteur important. Cette huile tend à y remplacer dans la peinture, l'huile de lin, dont la culture est menacée de décadence de ce fait.

Pour se convaincre des progrès rapides faits par l'exportation du soya, il est instructif de se rapporter aux statistiques du trafic du Canal de Suez, données dans le tableau suivant (en 1000 tonnes).

Années	Soya	Arachides	Coprahs	Autres	Total
1909..	442	238	500	1231	2411
1913..	298	427	537	1394	2656
1920..	124	149	408	697	1379
1923..	409	451	684	1135	2679
1926..	697	757	758	629	2841

(1) On ne peut préciser les quantités importées à Marseille en graines, car elles figurent sous la rubrique « diverses ».

On voit que le soya qui ne représentait que 18 % des graines oléagineuses traversant le Canal en 1919. en représentait 24 % en 1926.

Pour l'huile, la progression est bien plus sensible encore ; en 1920, 81.000 tonnes d'huile de soya et 25.000 tonnes d'huile de coprah ; 1926, 156.000 tonnes d'huile de soya et seulement 51.000 d'huile de coprah.

L'importance de cette graine est devenue primordiale depuis la guerre pour les pays qui l'exportent. En 1926, il représente (graines et huiles) 39 % des exportations totales de la Chine avec 216.000 tonnes et 17 % de celles de Vladivostok qui centralise 67 % des exportations de cette graine, soit 471.000 tonnes.

On ne peut donner les quantités exactes des importations de Marseille, le soya figurant sous la rubrique « graines diverses ».

CHAPITRE II

LES GRAINES CONCRÈTES

Le Coprah. — On donne le nom de coprah à l'amande séchée de la noix de coco. On rencontre les cocotiers dans toute la zone tropicale, dans les terrains bas et humides peu éloignés de la mer, dont l'air leur est indispensable. Ceylan a été le premier centre de leur culture rationnelle ; on y trouve environ 20 millions de sujets et son importance est telle que la fortune y est évaluée en cocotiers. Peu de plantes ont des emplois aussi variés ; de ses diverses parties, on peut tirer de l'huile, de la fibre, du sucre, de l'alcool ; on comprend toute sa valeur pour des populations primitives.

Pour ne considérer que la matière grasse, l'amande fraîche en contient 40 %. Mais l'huile n'est extraite qu'après dessiccation de l'amande qui y perd le tiers de son poids.

Si elle a lieu au soleil, on a le coprah dit « Sundried », qui donne l'huile la plus blanche et la moins rance ; si elle a lieu au feu, l'huile obtenue est de qualité inférieure, colorée de brun, rance. Elle dégage une odeur désagréable. Depuis peu, on a créé des séchoirs à air chaud, qui remplacent les claies primitives des indigènes, et grâce à ce nouveau procédé la qualité des coprahs obtenus est égale à celle des Sundried ; la teneur en huile est même supérieure puisqu'elle atteint 74 % contre 65 % normalement.

Quand il est vendu, il doit être très sec, en principe, sinon il fermente. En fait, les indigènes l'arrosent avant de la vendre pour augmenter son poids, et y mélangent des pierres et de la terre. Aussi pour diminuer leurs pertes, les traitants l'achètent-ils en tas et au volume, et non au poids.

Le commerce de la noix s'est doublé de bonne heure de celui de l'huile connue sous le nom de huile de coco.

On a l'huile dite « Cochin » ou « Cochin neige » ; la plus blanche et la plus fine, recueillie après ébullition et expression des amandes pilées. L'huile dite de Ceylan est plus acide et de qualité inférieure.

L'huile de coprah est extraite à Marseille par une ou deux pressions à chaud. Le rendement est de 65 %. Elle se saponifie facilement et donne des savons durs. On la préfère même à l'huile de palmiste, car on en retire plus de glycérine.

Le coprah est la plus anciennement employée des graines concrètes (1) et il représente le tonnage le plus considérable de leurs importations 120 à 140.000 t.

Il alimente à Marseille un commerce qui peut être chiffré par près de 400 millions par an et y représente le 1/3 ou le 1/4 des quantités totales de coprah sur le marché, où Londres a pris de bonne heure, la première place.

La provenance du coprah a varié avec les époques. On le reçut d'abord des Indes (Malabar) ou de Ceylan. Ce n'est que plus tard que les coprahs du Pacifique apparurent avec ceux des Iles de la Sonde en premier lieu. Puis après 1900 et surtout depuis la guerre, ceux des Philippines. Ces derniers tendent depuis quelques années à être transformés en huile

(1) Nous rappelons que les graines dites concrètes produisent des huiles figées à la température normale.

sur place et sont absorbés sous cette forme par les Etats-Unis, ce qui nous force à nouveau à avoir recours aux fournitures de Ceylan et de l'Inde, et à nous adresser à de tous récents exportateurs tels que Zanzibar, La Malaisie, l'Indochine.

Le Commerce de la noix entière et de l'amande, tend de plus en plus à se doubler de celui de l'huile, ce qui fait qu'on range les pays producteurs en trois séries : ceux qui ont déjà une production industrielle et exportent de l'huile, tels que les Indes néerlandaises, les Philippines et la Malaisie. (Alors que les Philippines expédiaient en 1914 seulement 12.000 tonnes d'huile, en 1919 ils en exportaient 140.000) ; ceux qui exportent des coprahs, c'est-à-dire des amandes séchées, tels que les Iles Océaniques : Viti, Nouvelle Calédonie, Nouvelles Hébrides, Salomon Touya, enfin les régions de l'Amérique Centrale et des Antilles qui n'exportent que des noix brutes.

La guerre réduisit la demande de coprahs de l'Europe du fait de la carence des empires centraux ; et parmi les pays belligérants l'Angleterre seule augmenta ses importations, sans combler pourtant le déficit général. Cela détourna leur courant vers les Etats-Unis qui, dès la fin de la guerre, en recevaient 100.000 tonneaux contre 20.000 en 1913.

De plus gros changements affectèrent le commerce de l'huile dont Marseille et l'Allemagne étaient en 1913 les gros exportateurs. A la faveur de la guerre ils furent remplacés par les pays producteurs de coprahs qui firent eux-mêmes l'huile, et exportèrent depuis, une partie de plus en plus grande de leurs coprahs sous cette forme.

Marseille reçoit cependant une quantité encore très importante de coprah, soit environ 150.000 tonnes dont 24.000 de provenance coloniale (Indochine et Océanie). On l'apprécie à cause de son rendement

élevé en huile 63 % et de la facilité relative d'écoulement de ses tourteaux. Il est à la base de l'industrie des graisses végétales.

Le Palmiste. — Il faut distinguer au préalable l'huile de palme et l'huile de palmiste. Elles proviennent toutes les deux du fruit du palmier à huile, *Eloeis Guineensis*, mais tandis que la première est tirée de la pulpe, depuis des temps très reculés, la seconde est extraite de l'amande que contient le noyau, depuis une centaine d'années seulement.

Après avoir été longtemps la seule huile concrète utilisée à Marseille, elle y a depuis longtemps déjà cédé le pas aux coprahs, et leur marché s'est centralisé à Hambourg d'abord, et à Liverpool depuis la guerre. Cette exode est dû à ce que le palmiste laisse près de 60 % de tourteaux, pratiquement invendables alors que le coprah n'en donne que 35 % environ dont on peut tirer parti.

Tandis que le coprah est presque uniquement asiatique, le Palmiste est presque exclusivement africain. On ne peut savoir exactement les superficies qu'il recouvre ; ce qui est certain, c'est que de grandes quantités s'en perdent tous les ans, faute de pouvoir être amenées à la côte.

Le Palmiste est importé soit sous forme d'huile extraite par les indigènes avec des procédés primitifs, soit sous forme d'amandes concassées, qui, soumises à deux pressions successives à chaud, donnent 45 à 50 % d'huile.

Son commerce a eu, du fait de la guerre, une évolution curieuse. On peut dire sans exagération qu'en 1913 les Allemands l'avaient monopolisé, grâce au débouché toujours ouvert que leur agriculture et leurs élevages de porcs constituaient pour ses tourteaux. De plus des droits protecteurs sur les huiles joints aux subventions diverses leur permettaient

d'obtenir des frets à bas prix, et même des combinaisons de tarifs par mer et par fer. A la faveur de la guerre les cargaisons de palmistes destinées à Hambourg, se dirigèrent vers l'Angleterre et spécialement sur Liverpool. Devant cette abondance d'une matière première tout à fait nouvelle, les industriels anglais avant de modifier leurs installations pour les mettre en œuvre, exigèrent que leur gouvernement les protège contre la concurrence éventuelle de l'Allemagne, une fois les hostilités finies.

Dans ce but, fut institué un droit préférentiel de deux livres par tonnes pour les amandes arrivant en Angleterre d'autres provenances que les colonies anglaises. De plus, les importateurs réussirent à obtenir des compagnies de Navigation des frets très bas qui favorisaient les entrées des graines, complètement libres quelle que soit leur provenance ; il est instructif de comparer cette politique pratique et qui devait être fertile en bons résultats, à celle qui était suivie parallèlement en France.

L'Etat avait cru bon d'organiser un consortium des huiles, par l'entremise duquel il devenait en fait le propriétaire de la récolte aux colonies ; il se chargeait de l'emmagasiner, de la charger, de la transporter et de la vendre aux industriels. Pour le faire avec bénéfice, il avait interdit les importations étrangères. Aussitôt les prix des marchandises montèrent. et notre industrie fut forcée de travailler au ralenti, tandis que la fabrication des palmistes prenait en Angleterre une avance qu'elle ne devait plus perdre.

Cependant il faut remarquer que sous ce régime artificiel les importations des palmistes passèrent de 5.000 tonnes en 1914 à 40.000 en 1918. Il faut dire qu'elles tenaient la place du coprah qui n'arrivait plus et dès qu'à la fin de la guerre, celui-ci put arriver à nouveau la consommation de palmistes baissa si brusquement, qu'en 1919 les services du ravitail-

lément furent contraints d'en rétrocéder 90.000 tonnes à l'Allemagne. A ce moment, Marseille reperdit le marché des palmsites dont les importations sont demeurées secondaires depuis.

C'est d'autant plus regrettable que nos colonies d'Afrique pourraient nous en fournir abondamment et à bon compte. Malgré le peu d'intérêt que Marseille témoigne pour cette matière première, on a créé à Bingerville une pépinière de palmiers à huile, qui doit sélectionner des sujets pour de futures plantations. Jusqu'à présent, on s'en est tenu à la formule du comptoir, qui consiste à acheter aux indigènes les produits de leur agriculture primitive. Or, dans un pays à population clairsemée, il s'imposerait de faire rendre davantage au sol, à l'hectare au moyen de la culture scientifique et mécanique. Il serait bon pour cela, de s'inspirer des procédés employés aux Indes Néerlandaises.

La production, inorganisée actuellement, des colonies françaises d'Afrique s'élève à peine à 50.000 tonnes, alors que la Nigéria, leur voisine anglaise plus petite en produit 200.000 (1). Marseille en reçoit à peine 11.254 tonnes en 1927. Si on compare cette situation aux quantités mises en œuvre par l'Allemagne et l'Angleterre, on est frappé de la différence.

	Import. d'huile et d'amandes	Export. d'huile
Angleterre . . .	159.000 tonnes	48.000 tonnes
Allemagne . . .	250.000 tonnes	140.000 tonnes

Il serait de tout intérêt, on le voit, de favoriser la production et l'exportation de ces graines par l'Afrique Occidentale Française en France. Pour remédier à la question des tourteaux, on a envisagé la possibilité d'extraire toute l'huile sur place, en créant

(1) On ne sépare pas au point de vue production et exportation l'huile de palme et de palmiste.

des huileries d'importance moyenne dans les villages indigènes. Tant qu'il n'existe pas de palmeraies organisées, faute d'alimentation régulière assurée, les grandes huileries sont en effet impossibles dans nos colonies.

Le Movrah et les autres graines concrètes. — Le movrah est par ordre d'importance la troisième graine concrète utilisée à Marseille. Il s'inscrit en 1924 pour 2.000 tonnes et sert surtout à la stéarinerie. Les autres graines concrètes diverses forment un total de 3.540 tonnes en 1927.

Elles comprennent les Illipés, les Mafouraires, les noix de Karité, etc... dans le détail desquelles nous ne pouvons entrer ici. Elles servent de matière première d'appoint pour la savonnerie (*Voir tabl. I*).

TABEAU I
IMPORTATIONS DE GRAINES OLEAGINEUSES A MARSEILLE pendant les 20 dernières années

Années	SÉSAMES		ARACHIDES		LINS	COLZAS et Ravisons	GRAINES de Coton	PAYOTS	RICINS (1)	AUTRES SORTES FLUIDES	COPRAHS (2)	AUTRES SORTES CONCRÈTES	TOTAUX
	qx m.	qx m.	qx m.	qx m.									
1907.....	682.350	1.233.046	1.133.190	212.020	50.820	158.840	41.060	68.710	103.700	68.710	•	1.289.370	5.018.110
1908.....	417.490	1.021.880	856.530	170.850	21.930	144.970	23.340	44.100	191.110	44.100	•	1.768.200	4.650.400
1909.....	640.870	1.550.560	1.700.120	169.620	57.930	142.490	23.560	99.390	115.630	99.390	•	1.491.600	5.961.560
1910.....	900.790	1.492.420	1.937.740	101.290	54.830	116.530	17.940	89.750	134.870	89.750	•	1.804.620	6.636.730
1911.....	802.660	1.401.900	2.005.090	115.400	44.410	91.800	13.230	35.010	142.120	35.010	•	1.783.720	6.436.340
1912.....	157.980	1.201.010	2.391.950	171.850	49.780	117.670	9.800	157.860	42.400	157.860	•	1.641.190	6.001.400
1913.....	261.030	1.839.850	2.418.820	256.980	66.700	53.480	10.310	190.040	180.620	190.040	•	1.002.790	5.895.970
1914.....	295.150	1.505.470	2.709.810	148.400	81.970	68.290	1.110	130.570	43.190	43.190	•	1.070.790	6.054.740
1915.....	147.120	1.016.030	1.375.220	112.400	29.820	21.000	23.660	135.790	27.300	27.300	•	1.715.020	5.102.770
1916.....	530.660	375.710	1.805.160	160.290	61.080	15.650	14.070	202.040	8.750	8.750	•	1.299.420	4.536.510
1917.....	300.692	577.921	990.306	249.517	•	641	16.707	•	228.339	•	•	395.205	3.405.298
1918.....	22.736	332.522	87.814	62.537	•	11.161	244	•	177.482	•	•	448.297	1.142.793
1919.....	420.353	713.744	565.269	209.080	•	59.951	20.801	•	205.912	•	•	1.114.573	3.214.723
1920.....	407.131	1.377.301	1.579.160	74.822	14.007	341	18.229	•	211.248	•	•	1.306.420	5.018.740
1921.....	85.413	1.208.931	1.437.234	79.318	1	1.550	305	•	200.114	•	•	550.073	3.963.777
1922.....	111.059	1.140.227	1.007.511	83.154	42.271	317	4.468	•	252.359	•	•	1.272.501	4.818.197
1923.....	81.119	1.078.960	2.385.289	108.591	4.464	263	7.923	•	272.745	•	•	668.789	5.939.720
1924.....	130.276	1.484.930	1.912.504	93.034	5.094	632	11.269	•	274.001	•	•	421.432	5.878.031
1925.....	146.594	1.736.638	1.902.101	97.080	19.294	136	10.762	•	353.557	•	•	449.787	6.320.200
1926.....	106.914	1.394.142	2.119.840	98.418	21.000	7	481	•	185.541	•	•	119.556	5.733.862
1927.....	65.130	1.195.240	2.097.530	116.860	14.640	40	•	•	259.080	•	•	1.385.567	5.361.230

(1) De 1917 à 1925, les ricins sont compris dans la colonne « autres sortes fluides ».

(2) Jusqu'en 1923, les coprahs étaient compris dans la colonne « coprahs et autres graines concrètes ».

CHAPITRE III

LES HUILES BRUTES

Nous avons eu l'occasion de mentionner à propos de l'étude de diverses graines concrètes ou fluides, qu'elles commençaient à être exportées sous forme d'huile extraite par les pays producteurs eux-mêmes. Cette évolution a même conduit certains d'entre eux à expédier actuellement des produits finis. Mais la plupart resteront longtemps encore au stade de l'exportation de l'huile auquel un grand nombre même n'est pas encore arrivé.

Nous ne reviendrons pas sur les avantages variés que présente l'extraction d'huile sur place, et qui réside surtout en une économie de fret et un moindre risque d'avarie.

Cependant à ce jour, le commerce de l'huile n'a pris à Marseille que peu d'importance. En dehors des entrées d'huile de palme dont l'accroissement se poursuit avec régularité avec 17.887 tonnes en 1927 sur un total de 26.673 importées soit 76 % les importations d'autres huiles n'ont qu'une importance minime.

Ici on peut constater le retard évident de Marseille sur les Etats-Unis qui importent des Indes Néerlandaises ou des Philippines la moitié de leurs corps gras et qui ont même dans ce but, construit des bateaux citernes spéciaux. (*Voir tableau II*).

IMPORATION DES HUILES DE GRAINES EN 1926

— 59 —

PROVENANCES	HUILES					
	de Palme	de Coco	de Ricin	de Lin	de Coton	de Sésame d'autr. graines
	TONNES	TONNES	TONNES	TONNES	TONNES	TONNES
Angleterre.....	49	136	»	24	32	164
Egypte.....	»	17	»	»	373	»
Côte occidentale d'Afrique.....	»	»	»	»	»	»
Côte occidentale d'Afrique anglaise....	1.000	»	»	»	»	»
Chine.....	46	»	»	337	»	289
États-Unis.....	»	»	»	»	21	»
Autres pays étrangers.....	1.892	320	»	69	46	2.881
Algérie.....	»	»	»	»	3	57
Établ. franç. de la Côte occid. d'Afrique.	14.900	715	»	»	»	»
Indo-Chine.....	»	17	»	»	35	»
Indes françaises.....	»	»	»	»	»	»
Autres Colonies Françaises.....	»	»	»	»	»	6
Totaux.....	17.887	4.205	»	430	507	3.397
Résultats de 1925.....	14.090	451	6	255	148	959

TROISIEME PARTIE

L'ORGANISATION DE LA PRODUCTION

CHAPITRE PREMIER

L'ACHAT DES MATIÈRES PREMIÈRES

LES CONTRATS TYPES

Il faut faire ici une observation préalable.

A un moment où l'on ne parle de tous côtés que de suppression des intermédiaires, le commerce des corps gras, — achat des matières premières ou vente de produits finis, — ne s'opère que par l'entremise de courtiers sur la place de Marseille. On ne fait rien pour l'éviter car on en a besoin dans l'état actuel des choses.

En effet, les maisons qui importent des graines oléagineuses, ne sont pas spécialisées pour la plupart dans ce seul commerce et si elles étaient forcées de placer par elles-mêmes les produits exotiques variés qu'elles font entrer en France, leur personnel relativement restreint n'y suffirait pas. Elles ont donc recours aux courtiers inévitablement. Les acheteurs de leur côté, les fabricants d'huile, ne peuvent également se passer d'eux, car ils ne possèdent dans la majorité des cas, que de petites ou de moyennes entreprises qui n'ont pas de services d'achats organisés. Les courtiers comblent cette lacune.

Les achats conclus par l'entremise des courtiers, sont régis par les règles uniformes des contrats types, dont on s'écarte peu. Ils sont couramment désignés par des lettres, que l'acheteur n'a qu'à reproduire, lorsqu'il traite télégraphiquement, pour signifier que l'affaire est conclue aux conditions de tel ou tel contrat.

On va voir qu'elles sont assez minutieusement détaillées : ce n'est pas inutile d'ailleurs. Les trois contrats les plus employés que nous reproduisons plus loin, sont le contrat pour les coprahs, le contrat dit de Bordeaux pour les arachides en coques et le contrat pour les arachides décortiquées.

Comme ils se ressemblent en plus d'un point, on se bornera à signaler leurs divergences. L'objet du contrat y est précisé en quantité et qualité. Pour la quantité, une certaine latitude dite « environ » est admise, 10 % en moins et 5 % en plus pour les coprahs. Quant au poids, on s'explique qu'il ne soit reconnu qu'au débarquement, car la dessiccation qui s'opère en cours de voyage amène une assez grande déperdition.

Quant à la qualité, elle doit être indiquée en détail. En fait on se contente des mots « fair merchantable », « fair average quality ». On se rend compte de tout l'intérêt présenté par une précision rigoureuse pour éviter toute contestation.

On remarque que les sacs, sont généralement à don, et que leur qualité même doit être spécifiée, sinon les vendeurs doivent faire une bonification, à cause du danger d'avarie couru par les graines dans les emballages insuffisants.

Le prix est indiqué en £ même pour les arachides qui ont été les dernières à être vendues dans cette monnaie. Il est payé comptant pour 90 % du montant de la facture provisoire contre remise des documents, on accorde 3 % d'escompte en général.

Quant au solde il est payé « après pesage et expertise s'il y a lieu ». On peut remarquer ici que l'acheteur est sacrifié au vendeur, dans le cas où la cargaison a subi des avaries considérables, puisque son droit de rétention ne s'exerce que sur une somme n'excédant pas 10 % du prix total.

Les vendeurs assument la charge d'assurer la marchandise, à des compagnies notoirement connues comme solvables, soit F. P. A. c'est-à-dire franc de particulières avaries. Soit W. P. A. avec particulière avarie ou avec police ouverte.

En tout cas, l'avarie particulière est à la charge du vendeur, puisque le contrat pour les arachides stipule que « L'Acheteur n'a pas à intervenir pour en poursuivre le recouvrement, autrement qu'en remettant au vendeur les polices et toutes pièces nécessaires à cette opération. »

Pendant la guerre était insérée une clause spéciale concernant l'assurance des risques de guerre.

Il faut noter que tandis que les frais de débarquement, c'est-à-dire de mise à quai de la marchandise sont à la charge des acheteurs, ceux de désarriimage et de prise en cale incombent au vendeur : mais cette clause est particulière au contrat pour les coprahs.

Le contrat pour les arachides décortiquées est plus complet en ce qui concerne le sort de la vente, si par suite d'un cas fortuit ou de force majeure, la cargaison n'arriva pas au port de charge ou de débarquement. Alors que dans un cas la vente est résiliée pour la quantité non embarquée, elle est maintenue dans l'autre aux frais et risques de l'acheteur.

C'est également le plus détaillé en ce qui concerne les expertises en cas d'avarie, puisqu'il prévoit des franchises pouvant aller jusqu'à 20 % de corps étrangers, mais il est beaucoup moins complet à ce

point de vue que le contrat de Bordeaux pour les arachides en coque, puisque toute une rubrique y est consacrée à « Echantillons et Analyses ».

Des échantillons sont prélevés contradictoirement par les parties, au hasard sur chaque série de cent sacs. On les dépose dans un magasin neutre, ou sur une allège si le débarquement s'opère par ce procédé. Les graines ayant été passées au crible « de Bordeaux », on prélève chaque jour trois échantillons de cinq kilogs, chacun, qu'on envoie à analyser dans des récipients cachetés, à deux experts désignés ultérieurement. Ils font leur analyse séparément ; on prend leur moyenne, si elles n'ont pas une différence supérieure à 1 1/2 %, sinon ils feront ensemble une troisième et définitive analyse.

Ce contrat pousse la minutie jusqu'à fixer la rétribution de l'expert de chaque partie à cinq centimes par 100 kilos. Quant aux dépens de pesage et d'échantillonnage elles sont supportées par moitié par le vendeur et l'acheteur.

En cas de contestation, la compétence exclusive du tribunal de commerce du port de débarquement est stipulée. (*Voir Contrat de Bordeaux et Contrat C*).

ARACHIDES EN COQUES CONTRAT DE BORDEAUX
(CÔTE OCCIDENTALE D'AFRIQUE)

Par l'entremise de M....., M.....
à Bordeaux, agissant en qualité de commissaire du croir, vend à
M....., lesquels font élection de domicile chez ledit
courtier.

Quantité. — Un chargement de tonnes
de 1.000 kilos avec tolérance de 10 % en plus ou en moins.

Un chargement de tonnes à
tonnes de 1.000 kilos.

Une quantité de tonnes de 1.000 kilos,
avec tolérance de 10 % en plus ou en moins si elle constitue
une cargaison entière et de 5 % seulement si elle ne constitue
qu'une partie de chargement.

Dans le cas où la quantité prévue au présent contrat, augmentée de la tolérance de 10 % pour les chargements entiers et de 5 % pour les parcelles, serait dépassée, l'excédent resterait pour compte des vendeurs si les acheteurs refusaient de le prendre au cours du jour. En cas de manquant au-dessous des tolérances susdites, ce manquant donnerait lieu à une indemnité calculée d'après la différence éventuelle entre le prix du contrat et le cours moyen pratiqué, pour le disponible, à Bordeaux ou, à défaut d'affaires traitées sur cette place, à Marseille dans les huit jours ayant précédé et les huit jours ayant suivi l'arrivée du navire au port de destination, le jour de l'arrivée y compris. En aucun cas, l'acheteur ne pourra refuser la livraison à cause de la quantité.

Marchandises. — Graines d'arachides en coques, en vrac, provenance de

Qualité. — Qualité moyenne de la récolte au lieu et à l'époque de l'embarquement, avec réfaction d'usage pour poussière, corps étrangers, coques vides et mauvaises graines, à fixer suivant les usages de Bordeaux, par deux experts qui seront désignés l'un par le vendeur et l'autre par l'acheteur.

Embarquement. — Par vapeur ou vapeurs chargeant du au à désigner ultérieurement et au plus tard pendant son/leur stationnement au port de charge. Importation directe avec faculté de transbordement.

Dans le cas où le criblage serait opéré tout à la fois, après la fin du chargement, le prélèvement des trois séries d'échantillons pour l'analyse devra néanmoins avoir lieu séparément.

Prix et destination. — Au prix de les 100 kgs, poids net, entrepôt de Douane, délivrés sur bascule, sur pont du navire, à

Paiement. — Paiement comptant par chèque de Banque sur Bordeaux, savoir : 90 % de la facture provisoire à l'arrivée du navire, contre remise du connaissement ; le solde, après l'analyse, sur facture définitive et avec intérêts décomptés à 6 % l'an sur les jours courus depuis la date de remise des documents.

Echantillons et analyses. — Pendant le cours du déchargement, des échantillons seront prélevés contradictoirement par les parties.

Afin d'établir le quantum de poussière, il sera pris au hasard et mis de côté pour le criblage: un sac, un panier ou une

benne sur chaque série de cent sacs, paniers ou bennes déchargés.

Les sacs seront cachetés, et s'il s'agit de bennes ou de paniers, leur contenu intégral sera immédiatement mis en sacs également cachetés.

Ces sacs seront déposés dans un magasin neutre, et les opérations de criblage y seront faites d'accord entre les parties, soit journallements, soit après la fin du déchargement. Si la cargaison est transportée en allèges, une allège spéciale pourra tenir lieu de magasin pour le dépôt des échantillons prélevés ainsi qu'il vient d'être dit et les opérations de criblage.

On se servira, pour le criblage, du crible en usage à Bordeaux. Sur l'ensemble des graines ainsi criblées dans la journée, on prélèvera, chaque soir, trois échantillons de 5 kilos chacun environ, cachetés, pour servir à l'analyse.

Ces trois séries d'échantillons, prélevés ainsi qu'il vient d'être dit, seront envoyées à Bordeaux aux deux experts à désigner ultérieurement et qui feront l'analyse chacun séparément. Si les résultats de ces deux analyses ne présentent pas une différence supérieure à $1/2$ %, les experts prendront la moyenne ; si cette différence est supérieure à $1/2$ %, ils auront à procéder ensemble à une troisième analyse contradictoire entre eux dont les résultats seront alors définitifs.

Conditions Générales. — Le Connaissance fera foi de la date d'embarquement en l'absence de preuve contraire.

Si le navire désigné perd ou subit des avaries entraînant le droit à la résiliation de la Charte-Partie, avant son chargement, le vendeur aura un délai de deux mois à partir de l'avis officiel de la perte ou de la date de résiliation, pour exécuter le contrat par un autre navire. Si le navire désigné se perd après son chargement, le contrat se trouve résilié de plein droit.

Toutes les dépenses concernant le pesage, l'échantillonnage et le port des échantillons seront supportées moitié par le vendeur et moitié par l'acheteur.

Chaque partie paiera à son expert, comme honoraires, 5 centimes par 100 kilos.

L'acheteur paiera le fret au capitaine à mesure du débarquement, pour compte du vendeur et prendra livraison de la marchandise conformément à la Charte-Partie.

En cas d'avarie de mer, l'acheteur recevra les graines avariées sous bonification à fixer par expertise amiable. Toutefois,

si ces graines avariées étaient réclamées par les assureurs pour être vendues aux enchères, la quantité en serait déduite du présent contrat sans que le vendeur soit tenu de la remplacer.

S'il y avait défense d'importer ou d'exporter, blocus ou guerre, épidémie ou grève, et dans tous les cas de force majeure empêchant le chargement des graines en temps voulu, le délai d'embarquement serait prorogé de deux mois ; après quoi, si les cas visés ci-dessus persistaient, la vente serait résiliable de plein droit, soit par le vendeur, soit par l'acheteur

Juridiction. — En cas de difficultés et à défaut d'arbitrage amiable, le Tribunal de Commerce de Bordeaux sera seul compétent, même lorsque le paiement et la livraison seront effectués hors Bordeaux et même s'il y a pluralité de défendeurs et appel de garantie.

Tous les usagés contraires aux présentes conventions sont de nulle valeur.

Fait double, à _____ le _____
L. VENDEUR, LE COURTIER, L. ACHETEUR,

CONTRAT C.

COUT, FRET, ASSURANCE _____ Marseille, le _____ 192 _____

N° _____

ARACHIDES DÉCORTIQUÉES

M. _____ l'avantage de vous confirmer la vente que
_____ faite par l'entremise de _____

Quantité _____

Qualité GRAINES D'ARACHIDES DECORTIQUEES DE CO-
ROMANDEL, de la récolte de _____

Faculté aux vendeurs de charger une partie en pochettes
n'excédant pas 10 % de la quantité vendue.

Embarquement à la Côte de Coromandel, Pondichéry et/ou
Madras et/ ou Cuddalore et/ou Bombay et/ ou autres ports de
la Côte Est et/ou Ouest de l'Inde _____

Par un ou plusieurs vapeurs ou bateaux à moteur, avec
faculté de déviation, d'escales et de transbordement même en
dehors de la route géographique, surtaxe d'entrepôt si encou-
rue à la charge des vendeurs.

Prix _____ les 100 kg coût, fret et assurance Marseille.

Poids. — Net et quantité reconnus au débarquement, sacs
à don ; les dites graines devront être emballées en sacs dits :

Twills n° 2 (du poids de deux livres et quart anglaises), si les vendeurs emploient les sacs Twills de qualité inférieure à celle ci-dessus désignée, leur moins value sera réglée par expert à Marseille, et au cas où les vendeurs livreraient la marchandise dans les sacs dits Gunnies E du Bengale, ils auraient à bonifier aux acheteurs fr. 0.25 par 100 kilogrammes de graines.

En cas d'avarie, le poids des balles avariées ou échauffées, s'il excède le poids moyen des balles à l'état sain, sera calculé et facturé au poids moyen des balles saines.

Le prorata des balayures du navire devra être accepté et reçu par les acheteurs, sauf pour eux le droit de les faire nettoyer à leurs frais avant le pesage.

Le pesage sera fait par peseur public, le coût des billets de poids sera payé par moitié par les vendeurs et les acheteurs. Les autres frais de débarquement et droits sont à la charge des acheteurs.

Paiement à l'arrivée du navire comptant, sous escompte de trois pour cent contre remise des documents et ou ordres de livraison, pour 90 % du montant de la facture provisoire, de laquelle le fret payable à destination sera déduit. — Ce fret sera payable par les acheteurs et calculé au change du cours du jour de l'arrivée du navire.

Décompte final. — Après réception et pesage, la facture définitive sera établie par les vendeurs ou leurs agents, d'après les conditions stipulées ci-dessus ; le solde en plus ou en moins sera réglé avec les vendeurs ou par les soins de leurs mandataires.

Assurance. — L'assurance maritime, risques de guerre inclus, a été effectuée aux conditions de..... par les vendeurs ou par leurs mandataires à des compagnies de premier ordre pour cinq pour cent au-dessus du montant de la facture provisoire, fret inclus, l'excédent éventuel au-dessus de ces cinq pour cent restant acquis aux vendeurs ; ces derniers n'assumant aucune responsabilité en ce qui concerne la solvabilité des Compagnies d'assurance.

Les acheteurs n'auront pas à intervenir dans le règlement des balles tombées à la mer, ainsi que de celles manquant au débarquement, les vendeurs en poursuivant eux-mêmes le recouvrement. Dans ce cas, les acheteurs devront remettre aux vendeurs les polices d'assurance et les pièces nécessaires pour faire leur réclamation.

Les balles tombées à la mer, ainsi que celles manquant au débarquement, seront déduites purement et simplement du

contrat, sans que les acheteurs puissent en réclamer le remplacement.

Certificat d'Embarquement. — La qualité et l'état de la marchandise seront vérifiés et constatés à l'embarquement, sur requête des chargeurs, par un ou plusieurs experts nommés par le Président du Tribunal de Pondichéry, pour les marchandises expédiées de Pondichéry, et/ou par des courtiers ou autres arbitres compétents pour les expéditions faites de Madras, Cuddalore ou autres ports. Les vendeurs devront remettre le certificat provisoire, en attendant la remise du certificat définitif.

A la suite de cas fortuits ou de force majeure, tels que : prohibition d'exportation, siège, guerre, révolution, grève, épidémie, etc..., qui empêcheraient l'arrivée au port de charge, l'embarquement ou l'expédition de la marchandise, la présente convention sera purement et simplement résiliée pour la totalité ou la partie non encore embarquée ou expédiée.

A la suite de cas fortuits ou de force majeure, tels que : prohibition d'importation, siège, guerre, révolution, grève, épidémie, etc..., qui empêcheraient le transbordement ou l'arrivée au port de décharge ou de quarantaine, la réexpédition ou le débarquement de la marchandise, la présente convention sera maintenue, tous ces risques, ainsi que toutes conséquences éventuelles de quarantaine ou de mesures sanitaires étant à la charge de l'acheteur.

Connaissance. — Faculté aux vendeurs de livrer sur connaissements collectifs avec obligation pour eux de remettre facture avec marques et/ou numéros, et/ou contremarques, et en tant que possible avant l'arrivée du ou des vapeurs porteurs de la marchandise, qui pourront porter une quantité plus forte avec les mêmes marques et/ou numéros.

Expertises. — Expertises à Marseille pour les corps étrangers, franchises 2 $\frac{1}{2}$ %. Pour les arachides décortiquées à sec, franchise de 2 % comprendra les corps étrangers et l'avarie. Au fur et à mesure du pesage, il sera mis de côté, par le peseur, un nombre de balles fixées d'un commun accord par les deux parties ; ce nombre ne pouvant jamais excéder le 10 % des balles pesées, ces balles seront vidées une fois le pesage terminé et l'échantillon de la marchandise devant être remis à l'expertise, sera prélevé contradictoirement par les deux parties.

Vidage des balles à la charge des vendeurs, remplissage des balles à la charge des acheteurs.

Le prorata des balayures, également soumis à l'expertise, devra être reçu par les acheteurs. Il sera fait une expertise unique de la balayure dont le résultat sera appliqué à tous les réceptionnaires.

Expertise à frais communs.

Contestations. — Toutes contestations au sujet du présent contrat seront jugées à Marseille.

Veuillez agréer, M. _____, _____ sincères salutations.

Taxes d'importation à la charge des acheteurs.

CONTRAT DE COPRAH

AMANDES DE COPRAH CAFEND

Marseille, le _____ 192

M.

l'avantage de vous confirmer l'achat que _____
faite par l'entremise de _____.

Quantité fixe _____ Amandes de Coprah _____
Poids net délivré.

Les excédents ou les manquants sur la quantité vendue sont à régler sur la base du cours du jour de l'arrivée, sans qu'ils puissent excéder 10 % en moins ou 5 % en plus. Le cours du jour de l'arrivée sera pris sur le journal « Le Sémaphore » de Marseille.

Qualité _____ (L'expression qualité telle quelle ne décharge pas le vendeur de l'obligation d'embarquer à l'état sain.

Expertise de Marseille.

Avaries, s'il y en a, pour compte des acheteurs.

Embarquement par vapeur et/ou vapeurs pour Marseille.

Chargement en _____

Prix _____

Conditions : Coût fret et assurance Marseille, poids net, reconnu au débarquement, paiement à l'arrivée du ou des vapeurs porteurs de la marchandise, comptant pour 90 % du montant de la facture provisoire contre remise des documents et le solde après pesage et expertise s'il y a lieu.

Faulté aux vendeurs de remplacer le ou les connaissements par un ou des bons à délivrer émis par le consignataire du vapeur et/ou ordres de livraison valablement garantis.

Les vendeurs auront la faculté de faire la désignation et de spécialiser la marchandise après l'arrivée du ou des vapeurs et l'ouverture des panneaux, à charge par eux de justifier qu'ils n'ont pu le faire avant.

En cas de retard dans la spécialisation, les frais éventuels de stationnement ou autres seront à la charge des vendeurs.

Faculté de livrer partie d'une quantité plus forte de même marque, sans numéros distinctifs.

Faculté de transbordement en cours de route sans déroutement de la voie normale de l'origine à Marseille, en dehors des clauses usuelles des connaissements. Dans le cas où ce transbordement donnerait lieu à une surtaxe d'entrepôt, elle serait à la charge des vendeurs.

Frais de pesage par poids de nolis aux frais des acheteurs ou par poids de vente à frais communs, au choix des vendeurs.

Assurance Maritime couverte par les vendeurs.

En cas de perte du ou des navires en cours de route, ce contrat devient nul, mais en cas de transbordement du tout ou partie pour compte des vendeurs sans déroutement de la voie normale, en dehors des clauses usuelles des connaissements, ce présent contrat restera en vigueur.

Les Frais de débarquement sont à la charge des acheteurs au cours du tarif de la Cie des Docks et Entrepôts de Marseille si le navire débarque dans un bassin géré par cette Compagnie ou au taux normal le plus bas pratiqué sur les quais libres si le navire débarque ailleurs que dans les Docks.

Les frais de désarrimage et de prise en cale sont à la charge des vendeurs.

Assurance contre l'incendie à quai à la charge des acheteurs après expiration des délais d'assurances maritimes.

Taxes d'importation et/ou impôt sur le chiffre d'affaires à la charge des.....

Le permis de douane sera passé

CHAPITRE II

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Du pays producteur à l'huilerie

L'Industriel achète généralement ses graines, d'après les échantillons que lui présentent les courtiers.

Il en fait une analyse approfondie et les compare à un type standard. Les différents problèmes de leur teneur en huile et en sous-produits, de leur difficulté relative d'extraction, de leur importance, et de leur valeur en huile, supposés résolus, le marché est conclu au moyen d'un des contrats que nous venons de passer en revue.

A ce moment, la matière première réunie par les soins des maisons d'exportation, dans des postes ou des comptoirs du pays producteur, est acheminée par voie ferrée, par route ou par portage vers le port le plus proche, où le stockage, en attendant l'embarquement, doit être effectué avec de très grandes précautions. Les graines oléagineuses fermentent en effet très facilement et leur fort degré d'acidité nuit à la qualité de l'huile. Pour éviter ces inconvénients, les tas de graines en vrac ne sont pas trop hauts et ventilés par des pelletages fréquents. Le meilleur moyen de les conserver intactes serait de les mettre en silos ; on commence d'ailleurs à le faire peu à peu, d'autant plus qu'avec ce procédé la manutention est rendue

plus facile par la trémie terminale qui permet d'en vider tout le contenu au moyen d'un simple dispositif de basculement.

L'exportateur doit s'assurer du nettoyage des graines qu'il vend. Elles ne doivent pas contenir plus d'un certain pourcentage d'impuretés au delà d'une certaine tolérance. Celle-ci est fixée à 2 % pour les arachides en coque et décortiquées, à 3 % pour les sésames ; les pavots et les movrahs ; à 4 % pour les lins, les colzas et les ricins. A 5 % pour les cotons.

On remarquera que la tolérance croit avec le petit volume de la graine, qui en rend le nettoyage plus difficile. Elle est nécessairement réduite, la qualité de l'huile souffrant de la présence d'une quantité même minime d'impuretés. On en élimine la plus grande partie au moyen de tamis rotatifs ou oscillants et de cribleurs basés sur différents principes : différence de poids, de volume, de forme, d'élasticité entre les graines et les corps étrangers qu'elles peuvent contenir.

L'embarquement et l'arrimage des graines à bord exigent beaucoup de soin : on sait qu'elles sont très périssables. Il fait noter ici que le frêt constitue pour les importateurs une grosse part du prix de revient, les marchandises en jeu étant lourdes et encombrantes pour une faible valeur relative. Aussi s'explique-t-on mal que l'on n'ait pas poursuivi et généralisé les essais de décortiquage des graines en A.O.F. commencés pendant la guerre ; on aurait pu réaliser certaines économies assez appréciables, pour une industrie, qui on le verra, travaille avec une marge de bénéfice très faible. Celle-ci tend de plus en plus d'ailleurs, à utiliser à plein le prix qu'elle paye pour le frêt ; au moyen des connaissements dits « à option » qui pour un prix uniforme fixé forfaitairement débarquent la marchandise dans n'importe quel port européen au choix du destinataire. Cela permet de la faire arriver le plus près possible du lieu où elle

sera définitivement consommée, afin de réaliser une économie sur les frais prohibitifs de transport par fer au moment de la distribution des produits finis. Les frets à option, sont à l'origine d'un mouvement d'émigration des huileries et Savonneries Marseillaises vers le Nord de la France, dont les marchés tendaient à leur échapper à cause des prix des transports par voie ferrée. Il y a là une menace sérieuse pour Marseille.

Les graines débarquent soit en sacs, soit en vrac plus rarement, lorsque le port d'expédition dispose des installations nécessaires pour effectuer ce genre d'arrimage, sur l'économie et l'intérêt pratique duquel nous n'insistons pas ; au moyen d'aspirateurs pneumatiques on peut manutentionner des tonnes de graines en une journée. Marseille va être dotée bientôt d'une organisation spéciale pour la manutention des graines oléagineuses, qui s'effectue encore le plus souvent par des procédés si primitifs, qu'un des membres les plus influents du syndicat des fabricants d'huile pouvait écrire il n'y a pas longtemps. « Celui qui assiste à Marseille au débarquement des graines oléagineuses peut se croire ramené à une époque lointaine de l'Histoire ». Il faut espérer que la décision ministérielle du 18 juin 1926 sera bientôt mise à exécution et que pour le plus grand bien des importateurs et du port, les installations modernes et appropriées fonctionneront.

Comme en dehors de la seule usine Verminck, construite au bord du canal de Caronte, toutes les huileries sont très loin des quais, les graines doivent subir un dernier transport par camion automobile ou hippomobile, qui vient accroître encore leur prix de revient, en occasionnant une perte de temps inutile. Il y a là un inconvénient notable et contre lequel on ne peut lutter, tant que le mouvement accru des affaires, n'incitera pas les industriels à transporter leurs

usines près des nouveaux quais de Berre et de Caronte.

A l'usine, les graines sont stockées en attendant leur mise en œuvre, dans des magasins appropriés si elles sont en sacs, dans des silos si elles sont en vrac. On doit le protéger avant tout de l'humidité qui augmente leur acidité. Dans les usines les plus modernes, les camions déchargent les graines en vrac dans les caves, d'où elles sont remontées dans des magasins situés aux étages supérieurs au moyen d'aspirateurs ou de chaines à godets. Elles en descendent au fur et à mesure des besoins de la fabrication au moyen de canalisations terminées par des trémies.

Ce dispositif est calqué on le voit, sur celui qui existe dans les minoteries.

A la réception des graines interviennent, s'il y a lieu, les opérations d'expertise, au cas d'avarie des graines, pour en apprécier les proportions. Très périssables, elles n'arrivent que rarement en état de parfaite conservation.

M. Philippart de Bordeaux, faisait précisément remarquer au dernier congrès des fabricants d'huile tenu à Marseille en 1927, l'arbitraire qui préside actuellement à ces opérations. Après avoir fixé le pourcentage de corps étrangers et de coques vides contenues dans la cargaison, on divise les graines avariées en quatre catégories : graines tachées de jaune (10 % de réfaction) ; graines tachées de café au lait (20 %) ; graines noires (30 %) : graines pourries ou sèches (40 %).

Or ce dernier taux est ridicule, car les graines sèches ou pourries ne rendent rien ou fort peu, et en tout cas, gâtent le produit obtenu. D'autre part, il est difficile d'effectuer de telles opérations avec toute l'exactitude voulue. Or les sommes en jeu, sont très importantes.

Aussi, M. Philippart émettait-il le vœu, que ces

procédés inefficaces et compliqués, fussent remplacés par une simple analyse chimique, déterminant le pourcentage d'acidité des graines et que fut nommée une commission pour fixer immédiatement le taux d'acidité normal des arachides Rufisque et Similaires. Celle-ci fixerait les bonifications pouvant être allouées au vendeur livrant des marchandises contenant une proportion d'acidité moindre que la proportion normale et inversement, les bonifications allouées à l'acheteur au dessus de ce taux.

Le congrès émettait également le vœu que l'acheteur soit indemnisé quand l'humidité des graines dépasserait 11 %. Le chargeur devrait en être responsable et on a eu tort jusqu'ici de la mettre au compte de la « buée de cale ».

En résumé, on constate que les bonifications accordées par l'arbitrage ou autrement, sont insuffisantes, pour compenser les pertes subies par les acheteurs du fait des mauvaises livraisons. Quoique l'expert ait la possibilité de comparer les échantillons des graines en jeu avec le type standard, il n'en reste pas moins, que pour apprécier la différence de qualité en argent, seule l'analyse peut le faire.

CHAPITRE III

LA FABRICATION DES HUILES

Sans entrer dans une étude approfondie de la transformation des graines en huile puis en savon ou en-graisse végétale, il faut cependant passer en revue les opérations auxquelles elle donne lieu. Car elles ont un répercussion sur la capacité de production et sur le prix de revient.

Huile d'Olive. — La fabrication de l'huile d'olive est encore aux mains de petites entreprises qui conservent leurs méthodes traditionnelles et qui n'ont pas, pour la plupart, des installations très perfectionnées.

Elle comprend des opérations préliminaires pour débarrasser les olives des matières étrangères qu'elles contiennent, et les opérations de broyage et d'expression, effectuées par un moulin à meules assez primitif et par une presse à vis où la pâte obtenue est empilée dans des scourtins (1), les rares huileries modernes, ont des presses à cage supprimant l'emploi dispendieux des scourtins, vite déterroriés et occasionnant des pertes d'huile. Le temps qu'on passe à les remplir, à les vider, à les nettoyer constitue également une perte de temps considérable.

(1) On appelle scourtins, des sortes de sacs en fibre végétale, en crins, ou en cheveux, dans lesquels on est forcé de mettre la pâte pour qu'elle ne se disperse pas à la faveur de la pression.

L'huile surfine est le résultat de la première pression ; une deuxième pression donne l'huile ordinaire comestible comme la précédente. Une troisième pression donne l'huile lampante. Les résidus sont jetés dans des fosses ou « enfers » et recouverts d'eau, en attendant de fournir par épuration à la fin de la campagne « les huiles d'enfer » ou huiles à fabrique de basse qualité.

Quand on ne veut pas obtenir d'huile comestible, on obtient de plus forts rendements ; en ne faisant qu'une pression à froid, puis en traitant la pâte à la vapeur ou par diffusion au sulfure de carbone ; on a alors, l'huile de ressence.

Les marcs contiennent encore 20 % d'huile, traités par des usines spécialisées, ils donnent une huile industrielle, dite huile sulfurée.

L'huile comestible obtenue est emmagasinée dans des citernes fraîches appelées « piles » aux parois recouvertes de carreaux de céramique d'où on la soutire pour la vendre quand elle s'est clarifiée.

Quelques rares fabricants dotés d'un matériel perfectionné, démarginent leur huile pour éviter qu'elle ne se fige aux basses températures.

Les Huiles de graines. — A l'origine, l'extraction des huiles de graines se faisait par des procédés identiques à ceux employés pour obtenir l'huile d'olive. Les premières huiles de lin furent extraites par les vieux moulins à huile d'olive.

La technique ne devait pas tarder à se différencier dans les détails, si elle restait identique dans les grandes lignes : On rencontre toujours les mêmes opérations : nettoyage, broyage, et expression. Mais elle devait devenir à la fois plus compliquée et plus complète, par suite des perfectionnements réalisés.

Le nettoyage préparatoire des graines a pour but

d'en retirer les corps étrangers (poussières, sables, parcelles métalliques qu'elles contiennent). Il est nécessaire, parce que, quoiqu'on exige du vendeur des graines, pratiquement les graines ne peuvent être absolument pures. Il se poursuit par un nettoyage complémentaire qui s'attaque aux parties inutiles de la graine et qui nuiraient au rendement ou à la qualité de l'huile, c'est ainsi qu'on enlève l'écorce, le germe et les différentes pellicules recouvrant l'amande, qui est seule triturée.

Celle-ci arrive par des trémies continues à débit réglable, à des moulins, qui possèdent une ou plusieurs paires de rouleaux de fonte striée tournant à une distance variable ; elle y est broyée. Cette opération est facilitée par l'hydratation continue de la pâte qui évite l'échauffement et augmente, lors de l'extraction, le rendement en huile.

Si l'on veut faire de l'huile alimentaire, la pâte est pressée immédiatement.

Sinon on la chauffe, pour faciliter la coagulation des matières albuminoïdes et mucilagineuses des graines, et l'écoulement de l'huile. Le chauffage ne s'est généralisé, que lorsque le raffinage a été assez perfectionné, pour enlever à l'huile la coloration foncée et la mauvaise odeur qu'il lui fait contracter. Il accroît le rendement en huile des graines concrètes tout particulièrement : à froid il est insignifiant. On a abandonné pour cette opération le chauffage à feu nu, pour se servir d'appareils à vapeur.

A ce moment la pâte obtenue est placée dans les presses. On dispose soit de presses dites Marseillaises, constituées par un bâti à quatre colonnes entre lesquelles circule un piston qui comprime la pâte placée entre les plateaux dans des secourtins, soit de presses américaines dont les plateaux ondulés empêchent l'écartement de la pâte, simplement retenue par

des étreindelles en fibres végétales. La routine empêche de remplacer ces appareils surannés par les presses à cage dans les moyennes entreprises, qui sont la majorité à Marseille. Elles rappellent celles que l'on emploie dans les sucreries. Elles sont constituées par un cylindre d'acier percé de trous où la pâte est introduite par charges séparées les uns des autres au moyen de disques d'acier et comprimée par une vis d'Archimède. Le rendement est plus considérable, car le travail est continu et la pression obtenue beaucoup plus grande.

L'huile s'écoule par des rigoles dans des réservoirs situés au sous sol et tandis que les tourteaux contenant les résidus solides des graines, sont empilés dans des magasins aérés où leur séchage s'opère.

Quelle que soit la pression exercée, les matières inertes retiennent toujours une quantité appréciable d'huile par extraction superficielle. Cette perte étant toujours d'autant plus grande que la presse a une action moins énergique, on s'explique que dès 1856, Deiss ait cherché à récupérer l'huile restant dans les tourteaux dans une proportion souvent supérieure à 10 %.

Il utilisa dans ce but le sulfure de carbone, remplacé plus tard par du tétrachlorure de carbone et de la benzine, qu'il mettait en contact avec la pâte de tourteaux dans un cylindre d'extraction.

Une distillation subséquente permettait de recueillir l'huile et de la séparer du dissolvant employé.

Ce procédé devait mettre un certain temps à s'imposer à Marseille ; bien que procurant des rendements beaucoup plus élevés on lui reprochait de produire des tourteaux en poudre, impropres à l'engrais et invendables, et de diminuer la qualité de l'huile par suite des parcelles de dissolvants qu'elle pouvait contenir. Enfin les émanations des dissolvants étaient

réputées toxiques pour les ouvriers. Ces obstacles n'existaient plus le jour où l'emploi de la benzine se généralisa : inoffensive, elle était bon marché et ne détériorait pas l'huile comestible, tandis que pour les huiles industrielles, elle restreignait le nombre des opérations d'épurations préalables.

Ce procédé d'extraction est-il en tous points préférable à la presse ? Les résultats sont contradictoires.

Le rendement avec les dissolvants est de 4 à 8 % plus élevé qu'avec la presse. La récupération du dissolvant étant imparfaite, il est en pratique impossible d'obtenir par ce procédé de l'huile comestible. Les résidus de la presse se payent 20 % plus chers que ceux laissés par les dissolvants. Mais les frais d'installation et de trituration sont beaucoup moindres, dans une huilerie travaillant avec les dissolvants. Quoiqu'il en soit leur nombre est restreint à Marseille ; trois ou quatre au plus.

Quelle que soit la façon dont l'huile est obtenue, elle est toujours plus ou moins chargée d'impuretés qu'il faut éliminer au moyen du raffinage.

A chacune des impuretés, correspond un traitement approprié. Les impuretés mécaniques, telles que les divers tissus cellulosiques en suspension dans l'huile s'en séparent facilement par dépôt et décantation, suivis d'un filtrage approprié qui laissera pour résidu les crasses d'huile.

Les impuretés dissoutes et les matières colorantes sont éliminées par diverses substances chimiques telles que l'acide sulfurique, la soude, etc..

Les impuretés à réaction acide, les plus redoutables pour la conservation de l'huile qu'elles font rancir, sont extraites par une saponification préalable appelée neutralisation, qui donne les pâtes de neutralisation (employées en Savonnerie), et de l'huile neutralisée.

Après ces divers traitements l'huile doit être blanchie, décolorée et désodorisée s'il y a lieu, tel est le cas de l'huile de palme.

A ce moment elle est prête à être employée pour l'alimentation, si elle est comestible, ou pour l'industrie, dans le cas contraire.

CHAPITRE IV

LA FABRICATION DES SAVONS DE MARSEILLE

La Savonnerie est probablement la plus ancienne industrie de Marseille, puisqu'on la suppose importée par les Phéniciens. Son histoire serait assez importante pour mériter une étude spéciale.

Nous n'envisagerons ici, que la méthode traditionnelle, dite « procédé à la grande chaudière », qui donne des produits de qualité supérieure, mais qui est dans l'ensemble peu moderne et d'un rendement bien faible, si on la compare à celles qui permettent à nos concurrents étrangers de nous évincer peu à peu du marché extérieur des Savons, en dehors des pays méditerranéens.

A défaut d'autre mérite, le matériel de la Savonnerie Marseillaise à celui de la simplicité, toute archaïque.

Les différentes phases de la fabrication se déroulent en effet dans une chaudière de forme généralement tronconique, munie d'un orifice de vidange appelé épine. Elle est chauffée à feu nu ou à la vapeur, tandis que le mélange qu'elle contient est remué constamment par un appareil primitif appelé Rable, dont la tige de guidage est manœuvrée à la main par un ouvrier.

La fabrication d'une cuite de savon passe par quatre phases : empâtage, relargage, cuisson, liquidation. Elle dure en moyenne huit jours.

L'empâtage est l'opération préliminaire condition sine qua non du bon résultat final. Elle consiste à opérer un mélange bien homogène du corps gras et de la lessive alcaline, contenue dans la chaudière, au moyen d'une ébullition prolongée.

Le relargage a pour objet de séparer le savon qui se forme, des lessives épuisées mais chargées de glycérine qui sera récupérée postérieurement. Après avoir ajouté au mélange, une solution saturée de sel qui rend le savon insoluble, on soutire la lessive et la cuisson complète la saponification des dernières particules de matière grasse qui ont échappé à l'empâtage.

Pour transformer ce mélange en savon, il faut lui incorporer un excès de soude à la température de l'ébullition, jusqu'au point où il ne reste plus de corps gras à saponifier, ce qui fait augmenter la concentration de la lessive : c'est la liquidation.

Il ne reste plus qu'à soutirer la lessive et à laisser refroidir le mélange, qui se sépare en deux parties « le gras », qui contient encore du savon dissout, et la pâte de savon proprement dite qui est écumée à la surface et placée dans des moules de bois ou « mises » dans lesquelles elle se solidifie.

De cette façon, on obtient du savon dit à 72 %. Si maintenant on transvase la pâte dans une autre chaudière et si on lui incorpore de l'eau, on aura des savons de qualité inférieure dits savons à 60 %.

Sur le marché on distingue les savons selon la manière dont ils sont « liquidés », en savons levés sur lessive et savons levés sur gras.

Le type du savon levé sur lessive est le savon marbré, savon primitif de Marseille. Il se fabriquait suivant la méthode sus-indiquée, à cette différence près que la liquidation se faisait à une température plus basse, la séparation de la lessive, du gras et du

savon, s'opérait plus lentement. Elle était aussi moins complète, ce qui explique que les impuretés restées en suspension dans la pâte, donnaient au savon la marbrure qui en garantissait la qualité.

Ces savons qu'on fabrique de moins en moins, ont cédé la première place à la fin du XIX^e siècle aux savons unicolores, ou savons blancs dits levés sur gras.

Pour les obtenir, la liquidation est poussée jusqu'à ce que le mélange se sépare nettement en deux parties ; le savon et le gras.

Le savon de Marseille peut être fabriqué avec des huiles fluides ou concrètes. Cependant certaines huiles fluides telles que le lin et le coton ne peuvent entrer dans sa composition, ce qui explique la faiblesse de leurs importations à Marseille où on ne fabrique pas de savon mou comme dans les pays du Nord.

La fabrication du savon à base d'huile d'olive tend à disparaître complètement. Il revient très cher et n'a que des emplois spéciaux dans l'industrie textile.

A côté des huiles, les pâtes résultant de leur neutralisation contiennent une certaine proportion d'huile servant à fabriquer des savons de qualités inférieures. On a été amené à les utiliser par suite de la raréfaction des huiles à fabrique, due au progrès du raffinage qui en rendait des quantités de plus en plus grandes propres à l'alimentation : ce ne fut pas d'ailleurs sans doléance, vu la mauvaise qualité du savon obtenu et la diminution notable de la quantité de glycérine produite.

Celle-ci, qui passait autrefois à l'égoût avec les lessives épuisées, a pris en effet, depuis quarante ans qu'on arrive à l'extraire d'une façon industrielle, une importance considérable. Jusque là on n'utilisait que les glycérines de stéarinerie, qui du fait de leur

faible quantité étaient l'objet d'une spéculation effrénée. Après 1884, les Anglais parvinrent à concentrer les lessives de saponification et à en extraire la glycérine, dont le commerce s'accrut considérablement.

Peu avant la guerre, on avait commencé à extraire la glycérine avant d'opérer la saponification par la transformation en autoclave des huiles en acide gras. Mais ces essais, qui avaient porté d'ailleurs sur des huiles coton de qualité inférieure et difficiles à saponifier par leur nature, eurent peu de suites.

On craignait, d'autre part, en généralisant ce procédé, d'altérer la qualité des savons. Il n'est employé que dans six ou sept usines, les autres récupèrent la glycérine en concentrant les lessives dans des Chenaillers. Les plus petites usines se contentent de les évaporer jusqu'à 40 % et de les livrer à des spécialistes qui les concentrent à 80 % et les distillent.

La production totale, de savons en 1926, était de 175.419 tonnes contre 185.869 en 1925, se répartissant comme suit par qualités.

	POIDS (tonnes)	VALEUR (francs)
Savon unicolore à base d'huile		
concrète	170.475	826.122.920
Savon vert d'industrie (de		
pulpe d'olive)	4.235	18.316.375
Savon marbré	432	1.788.004
Savon blanc d'industrie		
(d'huile d'olive)	277	1.436.062
	175.419	847.663.361

CHAPITRE V

INDUSTRIES SECONDAIRES. GRAISSE VÉGÉTALE

STÉARINERIE

La graisse végétale. — Jusqu'à la fin du XIX^e siècle les huiles concrètes n'avaient été utilisées qu'en savonnerie.

A cette époque, une maison Marseillaise, Rocca, Tassy, de Roux, trouva le moyen d'en tirer du beurre végétal qu'elle devait bientôt fabriquer en grosses quantités sous le nom de végétaline. Ce fut l'origine d'une industrie que la guerre a intensifiée, en raréfiant le beurre qui, par suite de la diminution du cheptel, atteignit un prix inabordable ; ce qui permit au beurre végétal de s'imposer plus facilement.

En 1913, sur une production mondiale de 160.000 tonnes, la France représentait 55.000 tonnes et Marseille 20.000.

La technique de la transformation des coprahs, base principale de cette industrie, en graisse végétale, ressemble à celle de l'extraction de l'huile, à peu de différence près.

On ne triture dans ce but que des coprahs de qualité supérieure, et si l'on emploie de l'huile importée, ce sera exclusivement de la qualité surfine dite « Cochin neige ». Après broyage et expression, l'huile est décolorée et désodorisée avec soin. On obtient enfin la graisse, en extrayant de l'huile les principes plus fluides, ce qui élève le point de fusion du

produit obtenu à 26°5. Certains fabricants étrangers trouvant que c'est encore une température trop basse, compriment la graisse obtenue pour en extraire les parties fluides qu'elle peut encore contenir et obtiennent ainsi un beurre tout à fait consistant et qui résiste mieux au transport dans les pays chauds.

A Marseille, on ne fabrique que de la graisse intégrale, livrée dans des boîtes soudées, ce qui obvie au risque de détérioration par fusion.

La Stéarinerie.— A côté de la jeune industrie des graisses alimentaires qui grandit chaque jour, décline peu à peu une vieille industrie qu'on est étonné de trouver encore si vivace : La stéarinerie.

On fabriquait des chandelles à Marseille dès le XIV^e siècle, mais c'est seulement à partir de la création de la bougie stéarique par Chevreul, en 1823, que cette industrie prit de l'extension.

C'est alors en effet, que Frédéric Fournier créa à Paris, à la barrière de l'Etoile la première stéarinerie qu'il devait bientôt transporter à Marseille, où elle allait peu à peu devenir l'usine la plus importante du monde dans son genre de fabrication et l'unique exemple de concentration véritable existant dans l'industrie marseillaise des corps gras.

Cependant, la concurrence du pétrole et surtout de l'électricité lui portèrent des coups sensibles, tandis que les droits d'entrée sur la parafine et les formalités de l'exercice, le gênaient considérablement.

Les matières premières utilisées par elle, furent d'abord les suifs du pays (suifs de mouton) puis d'importation, jusqu'à ce que leur cherté les fasse disparaître (1540 tonnes de suifs importées seulement en 1926). Ensuite à peu près uniquement les huiles de graines concrètes : palmistes et movrahs.

Pour fabriquer les bougies, les matières grasses,

préalablement épurées, sont traitées à l'eau dans un autoclave pendant un temps minimum de six heures en présence d'un catalyseur. On obtient alors des acides gras, qui sont décolorés à l'acide sulfurique et à l'eau bouillante enfin par de la vapeur à 270°. Ces opérations laissent pour résidu des goudrons de stéarinerie. Après distillation, il ne reste plus qu'à verser la matière grasse dans des mouleaux de tôle émaillée pour obtenir des bougies par cristallisation.

La production, concentrée comme on l'a vu, par la Stéarinerie Fournier qui traite environ 120 tonnes de matière grasse par jour, est de 120.000 paquets par jour en moyenne.

Une étude plus approfondie permettrait de constater que ses procédés de fabrication et de son matériel sont peu modernes, comme celui d'ailleurs de toute l'industrie Marseillaise des corps gras, à quelques exceptions près. Elle obtient en général des rendements inférieurs à ceux de ses concurrentes étrangères avec des prix de revient proportionnellement plus élevés. On verra combien cet état de choses est regrettable, la gêne sur les Marchés extérieurs.

QUATRIEME PARTIE

LES ENTREPRENEURS ET LES OUVRIERS

Les Entreprises. — Marseille compte actuellement 48 huileries occupant 8 à 10.000 ouvriers et 40 Savonneries occupant 2.000 ouvriers.

En l'espace de cent ans le nombre des Savonneries ne s'est accru que de quelques unités, tandis que celui des huileries passait de 0 à 48.

Ces deux industries complémentaires, dont l'une reste le principal débouché de l'autre après avoir été son unique raison d'être, ne fonctionnent pourtant pas sans heurts ; elles ont en effet, des intérêts opposés surtout en ce qui concerne l'admission des huiles brutes exotiques que les Savonniers voudraient complètement libre, et que les fabricants d'huile voudraient voir interdite ou frappée de droits prohibitifs.

Il serait plus normal que ces industries si intimement liées, vivent en bonne intelligence. La solution la plus radicale de leurs différends et qui s'est réalisée déjà en de certains cas, serait l'absorption de l'une par l'autre grâce à une concentration verticale souhaitable. Ce qui a déterminé ce phénomène, a été la généralisation de la neutralisation des huiles qui a donné des pâtes utilisables en savonnerie comme matière première d'appoint, mais ne donnant que des savons de qualité inférieure. Leur placement demeurant pour cela très difficile, les huileries ont été naturellement amenées à s'adjoindre une savonnerie

pour les traiter elles-mêmes, ce qui a augmenté leurs bénéfices.

En dehors de ce cas, la concentration ne s'est pas opérée par le développement de certaines entreprises existantes, mais plutôt par le groupement de plusieurs d'entre elles sous un contrôle unique : en sorte qu'on peut dire que la concentration n'existe en réalité que dans les capitaux. Par exemple la Société Anglaise Produce Brokers contrôle six usines : Vermink possède cinq usines sans compter celle la Caronte. Rocca Tassy de Roux et deux autres sociétés en ont trois ; trois maisons enfin ont deux usines.

Au demeurant, la concentration n'est qu'à ses débuts dans l'industrie des corps gras ; la preuve en est dans la prédominance générale de l'entreprise moyenne produisant de 60 à 70 (1) tonnes par jour, dans l'huilerie. Quant aux Savonneries, on peut juger de leur importance d'après la capacité de leurs chaudières.

5.000 hectolitres	5	savonneries
3.000 à 5.000 hectolitres	10	—
2.000 à 3.000 hectolitres	9	—
moins de 2.000 hectolitres	17	—

On voit que les Savonneries sont aussi en général de petites entreprises.

On peut expliquer cette situation par l'esprit traditionaliste qui fait garder à chaque entrepreneur son indépendance, et préférer encore aujourd'hui la la qualité des produits à leur quantité. Ce qui rend dangereux le particularisme qui caractérise cette industrie, c'est la puissante organisation de ses con-

(1) Rocca, Tassy de Roux avec une production de 250 tonnes. Verminck avec une production de 200 tonnes sont les deux seules usines dépassant ce chiffre.

currentes étrangères où la production est rationalisée d'après des principes modernes.

La conséquence immédiate de l'absence de concentration et de la prédominance des petites ou des moyennes entreprises est l'insuffisance du matériel et de l'outillage qui ne répondent plus au besoin de la technique moderne.

On explique cet état de choses regrettable, par l'absence à peu près complète de main-d'œuvre qualifiée, et on le légitime, en disant que les machines très simples dont on dispose sont d'un entretien plus facile et que si leur rendement n'est pas maximum, elles peuvent triturer toutes les graines.

Ces raisons ne sont guère convaincantes, car il n'est pas impossible d'arriver à former la main-d'œuvre qualifiée, exigée par des machines plus complexes et plus perfectionnées. Il vaudrait mieux aussi, posséder des machines spécialisées pour chaque graine : on obtiendrait ainsi un rendement plus considérable. On constate un mouvement en ce sens, puisque Marseille tend de plus en plus à n'utiliser que trois ou quatre graines ; arachides, ricins, coprahs et palmistes. Mais la spécialisation ne pourra jamais être totale dans les installations, à cause de rôle supplétif et d'appoint que sont appelées à jouer les graines secondaires suivant l'état du marché.

Malgré l'individualisme qui caractérise cette industrie, elle possède des syndicats patronaux, mais leur action n'est pas bien considérable. Avant la guerre on comptait quatre syndicats avec celui des importateurs de graines : le syndicat des fabricants d'huile de Marseille (15 membres), le syndicat méridional des corps gras et similaires (10 membres). Le syndicat du commerce des huiles (50 membres).

Heureusement qu'une fédération au-dessus de ces divers syndicats donnait quelque unité à leurs reven-

dications. La caisse de compensation créée depuis la guerre devait réaliser leur unification totale.

Les Ouvriers (1). — On peut évaluer le nombre des ouvriers travaillant dans l'ensemble des industriels des corps gras à 14.000 environ.

On peut comparer ces chiffres à ceux des débuts du XIX^e siècle.

En 1813, par exemple, les Savonneries occupaient 124 ouvriers et les huileries, qui n'étaient encore que des moulins à huile, 209.

Le nombre actuel des ouvriers ne peut être précisé, à cause de la main-d'œuvre flottante qu'emploie cette industrie suivant les époques de l'année et suivant les besoins de la production. C'est un de ses caractères spéciaux et c'est sur lui qu'on s'appuie pour célébrer l'avantage du matériel peu compliqué et primitif pour tout dire, dont elle dispose dans beaucoup trop de cas. Cette situation rend moins aiguë que dans toute autre branche de l'industrie la question de l'éducation professionnelle et de l'apprentissage, qui n'existent à peu près pas.

On s'est pourtant aperçu de cette lacune dans les grandes usines modernes, telles que Rocca Tassy de Roux, qui ont dû organiser elles-mêmes des cours professionnels. D'autres ont suivi leur exemple, mais ce ne sont que des manifestations sporadiques.

Si la qualité de la main-d'œuvre lasise à désirer, elle est toujours du moins en quantité suffisante. L'industrie des corps gras, comme toutes les autres, n'a qu'à puiser au réservoir toujours plein des émigrants de nationalités diverses. Elle emploie spécialement des Italiens, des Espagnols, des Arméniens et des Kabyles..

Elle s'efforce de les utiliser au mieux de leurs ap-

(1) Ces renseignements sont extraits en bonne partie de l'enquête de la Faculté de Droit d'Aix sur l'Industrie des Corps gras dans la région provençale.

titudes respectives, donnant aux Italiens des postes de surveillance et les travaux pénibles aux Arméniens et aux Kabyles.

La main-d'œuvre féminine est à peu près inemployée sauf dans la stéarinerie.

Il n'existe pas de contrat de travail entre patrons et ouvriers. Peut-être faut-il en voir la cause dans ce que le syndicat des ouvriers savonniers et celui des ouvriers des huileries comprend relativement peu de membres, à peine 2.000 sur plus de 12.000 ouvriers. Ce qui s'explique par le nombre considérable du personnel étranger et flottant.

Le travail est généralement continu et assuré par trois équipes qui font huit heures à la suite.

Cette organisation, que la nature même de l'industrie rend indispensable, est à la fois nuisible à la qualité du travail, dont le rendement est minime pendant les deux dernières heures de présence de chaque équipe, et à la santé des ouvriers. Quoique ne faisant pas partie des industries insalubres, la trituration des corps gras est cependant malsaine, à cause de la chaleur et des émanations qu'elle dégage.

Bien qu'il n'y ait pas de contrat de travail, pour en fixer les modalités, les salaires sont cependant suffisants, puisqu'on n'a pas eu à enregistrer de grèves depuis 1921.

La caisse de compensation fonctionnant pour l'industrie des corps gras et de la tuilerie est certainement pour beaucoup dans cet heureux résultat.

D'une façon générale, on constate l'existence d'un salaire minimum de base et de différentes primes. On voit que cette organisation se rapproche de celle créée par le ministère de l'armement par sa décision du 16 janvier 1917.

Le salaire de base est de 35-francs en moyenne, journalier dans la plupart des usines, il est horaire

dans certaines. Il n'existe pas de salaires aux pièces sauf pour les emballeurs et camionneurs.

Les primes, sauf les allocations familiales, sont variables avec les usines.

C'est ainsi que chez Verminck on trouve, d'après l'enquête de la Faculté de Droit d'Aix, d'abord une prime à l'ancienneté qui augmente le salaire de 0 fr. 25 par jour après un mois de présence et qui croît jusqu'à 1 fr. 50 par jour, au bout d'un an ; ensuite une prime à la production augmentant suivant le nombre des cages pressées, avec des taux différents pour la première et la deuxième pression ; une prime de logement de 0 fr. 80 par jour, si l'ouvrier n'est pas logé à l'usine.

Il va sans dire que toute l'industrie des corps gras ne possède pas un système de salaires aussi complet. Mais la Caisse de compensation, dont tous les fabricants sont membres apporte un correctif sérieux aux inégalités de salaires en se basant sur le principe qu'à charge égale, la rémunération doit être égale (1). Elle distribue des primes de naissance de 200 francs pour chaque enfant légitime, des primes d'allaitement de 75 francs par mois pendant 6 mois et des primes pour chaque enfant vivant.

Il n'existe pas de prime de cherté de vie.

Nous terminerons cette étude de la condition des ouvriers par la question de l'Hygiène.

L'industrie des corps gras n'étant pas réputée insalubre est réglementée par les lois sur l'Hygiène en général. Il est certain cependant, que la Savonnerie, surtout par ses émanations et ses poussières de soude, n'est pas sans danger. Malgré cela, tout est laissé à l'initiative privée.

(1) A Marseille, sur 100 ouvriers, 20 sont chargés de famille, 5 ont un enfant ; 15 ont plus d'un enfant.

Et si des usines modernes, telles que celles de Rocca Tassy de Roux sont parfaitement saines et hygiéniques, on pourrait même dire confortables, avec leur aération parfaite, leurs lavabos, leurs salles de douches, leurs réfectoires, la majorité des entreprises Marseillaises ne présente pas les mêmes raffinements.

Il faut reconnaître toutefois, que si au point de vue général il n'y a rien de fait, l'initiative privée de certains patrons a fondé des OEuvres sociales de grande envergure. Telles sont celles des Stéarineries Fournier : elles comprennent un service médical à domicile et à l'usine, une pharmacie, un dispensaire, une pouponnière, une école ménagère, une caisse de retraite et des fonds affectés à fournir des indemnités supplémentaires de maladie.

CINQUIEME PARTIE

LE MARCHE DES PRODUITS FINIS

CHAPITRE PREMIER

LES DIFFÉRENTS PRODUITS FINIS ET LEUR EMPLOI

Les différentes huiles sont utilisées telles qu'elles sortent des presses, ou bien sont transformées par des industries diverses, dont les principales sont les Savonneries, la Stéarinerie et l'Industrie des graisses végétales.

En dehors de ces industries, les huiles servent de matières premières dans la parfumerie, la pharmacie, la peinture et leurs applications industrielles sont multiples : graissage, ensimage, éclairage, taraudage, etc...

Il faut remarquer que la plupart de leurs propriétés étaient connues dès l'Antiquité, quoique leur nombre fut restreint, puisqu'en dehors de l'olive on ne possédait comme matière première que les graisses animales. L'extraction d'huiles nouvelles n'a fait que spécialiser leur emploi et celui de leurs résidus, l'expérience ayant montré leurs qualités particulières, les destinant à tel ou tel usage.

C'est ainsi que l'huile d'olive est restée l'huile de table par excellence, tandis qu'on l'a remplacée avantageusement en Savonnerie par les huiles de graines. L'huile d'arachide extraite à froid est deve-

nue l'huile comestible ordinaire, tandis que celle qui est extraite à chaud, est la base de la savonnerie.

L'huile de ricin, en dehors de son emploi en Pharmacie, est considérée à cause de sa viscosité, comme l'huile de graissage type et dans leur trituration, Marseille n'a de concurrent qu'en Liverpool et Hull.

Les huiles concrètes sont employées en savonnerie ; mais on utilise le coprah de plus en plus à la fabrication du beurre végétal, tandis que l'huile de palme est employée en stéarinerie. Les autres huiles fluides telles que coton, lin, colza, sont peu utilisées à Marseille, en dehors des mélanges que les Savonniers leur font subir pour les employer dans leur industrie. Elles sont vendues telles quelles, pour divers emplois industriels.

En dehors des huiles et de leurs produits, on trouve également sur le marché deux de leurs sous-produits extrêmement importants : les tourteaux utilisés pour la nourriture du bétail et la glycérine. On verra que la vente des premiers conditionne le fonctionnement de l'industrie tout entière.

CHAPITRE II

LA VENTE ET LE MARCHÉ RÉGLEMENTÉ DES CORPS GRAS

S'il existe pour l'achat des matières premières des contrats types qu'on suit toujours, il n'en est pas de même pour la vente des produits finis, où en dehors du marché réglementé, la latitude la plus complète est laissée aux parties auxquelles s'appliquent les règles communes du droit commercial. Souvent toutes les opérations se bornent en une traite tirée par le vendeur sur l'acheteur en exécution de la commande. Cependant, il existe une formule commune pour la vente des huiles industrielles de coprah et d'arachides.

CONTRAT DE VENTE D'HUILE

PALAIS DE LA BOURSE

OUEST N° 4 Marseille, le _____ mil neuf cent vingt _____

Par la présente convention faite et signée à double,
M. _____ vend _____ à M. _____ la quantité de _____
kilogrammes d'huile d'arachide à fabrique (ou) coprah, qualité
marchande et de recette pour livrer et recevoir par _____
dans le courant _____ et c'est au prix de _____ les cent
kilogrammes à la consommation de douane et à l'entrepôt d'oc-
troi et d'accise et de tous autres droits que l'on pourrait im-
poser ; tare nette, marchandise rendue en fabrique, payable
comptant après chaque livraison, fûts à rendre. Dans le cas de
mise de droits sur les graines qui produisent les huiles ven-
dues, ces huiles devront supporter une augmentation corres-
pondante au rendement moyen connu de la graine. Le sieur
Vendeur et le sieur Acheteur auront réciproquement la faculté
de livrer et recevoir les dites huiles en prévenant cinq jours
d'avance à partir du dix de chaque mois. Les citations en rési-
liation pure et simple sont interdites.

En cas de guerre européenne dans laquelle la France serait impliquée, le présent marché deviendrait nul aussi bien pour l'échu que pour les mensualités courantes, jusques et y compris le mois de la signature de la paix.

Ce contrat présente quelques particularités notables ; d'abord la clause qui prévoit l'assujettissement possible à de nouveaux droits de la graine qui produit l'huile vendue : dans ce cas en effet, le prix de l'huile est augmenté proportionnellement au rendement moyen normal de la graine. Ensuite la résiliation pure et simple est interdite sauf en cas de guerre Européenne (2) où la France serait impliquée ; dans cette hypothèse le contrat devient nul pour les mensualités courantes ce qui s'explique, et pour l'échu, ce qui peut paraître exagéré.

La vente n'a jamais lieu directement ; pour les huiles en gros, elle est passée par l'intermédiaire des courtiers, comme le prouve le contrat ci-joint ; pour les huiles au détail et les savons, elle a lieu par des représentants. La majorité des ventes est à livrer, avec des livraisons échelonnées sur plusieurs mois.

Pour les savons, la vente s'entend généralement, marchandises rendues gare Marseille et paiement net dans les 60 jours. Les savons sont logés en caisse, en barres de 5 kilogs ou en morceaux du poids de 100 à 1.000 grammes, au choix du client... Pour l'exportation, la vente a lieu F.O.B. ou C.A.F. Marseille.

CHAPITRE II

LE MARCHÉ RÉGLEMENTÉ

Sur le marché réglementé créé depuis peu à Marseille pour les huiles à fabrique, pâtes à savon, tourteaux (et riz Saïgon), la liberté de contracter n'est plus complète puisque toutes les opérations enregistrées par la Caisse de Liquidation doivent être consignées dans des formules délivrées par celles-ci, conformément à un type officiel.

Les premiers qui eurent l'idée de créer un marché réglementé à Marseille, furent les importateurs de café qui avaient sous les yeux l'exemple du Havre. Son utilité ne tarda pas à apparaître à tous les commerçants, le marché à terme étant de plus en plus indispensable par suite de l'instabilité des cours. Mais l'excès de liberté laissé aux contractants, amenait une spéculation effrénée et des procès sans nombre ; on ne pouvait plus se contenter du marché à terme libre d'avant-guerre qui fonctionnait basé sur la seule honorabilité des commerçants. Les fabricants d'huile reprirent l'idée des importateurs de café, qui n'aboutirent pas à créer un marché rival de celui du Havre, et par cela même inutile.

Un avant projet fut enfin rédigé et non sans peine, grâce au zèle de M. J. B. Rocca.

Les marchandises inscrites au marché réglementé seraient les huiles d'arachides et de palmistes à fabrique, les pâtes à savon et les tourteaux. L'unité

de contrat serait de 5.000 kilogs pour les huiles et de 10.000 pour les tourteaux et un bureau d'expertise serait nommé pour en fixer deux fois par an les types standard. Les contractants verseraient à la caisse des marges et des dépôts ; l'inscription des contrats à celle-ci resterait dans tous les cas facultatives, et pour chaque inscription, la caisse percevrait une taxe de dix centimes par 100 kilogs. Tous les paiements devraient être faits en espèces.

La difficulté était de savoir si la filière porterait l'indication du numéro sous lequel la marchandise qu'elle représente, était entreposée aux Docks. Si oui, la marchandise est nettement individualisée et pour l'acheteur s'applique la règle « *res perit creditori* » : sinon la filière ne représente plus une marchandise individualisée, un corps certain, mais simplement une marchandise quelconque prise dans un lot et si un cas fortuit vient à se produire les risques sont pour le vendeur. On ne pouvait adopter le premier procédé, employé au Havre, car à Marseille généralement les fabricants vendent la marchandise dans leurs propres entrepôts, sans la faire passer par les Docks. Ce fut donc la deuxième qu'on décida d'employer.

L'impression qui ressort de l'enquête préalable que fit le préfet en 1922, fut que la majorité des intéressés désiraient avant tout que la caisse de liquidation ne fut que facultative. Elle rencontrait l'hostilité des commerçants de tourteaux, qui voyaient en elles un accroissement de la spéculation et de ses dangers, tandis que d'après M. H. Sauvaire Jourdan qui a étudié la question dans sa thèse, la majorité ne voyait dans la Caisse, qu'une assurance possible contre les parties de solvabilité douteuse.

Le projet fut cependant homologué dans ses grandes lignes par le Ministère du Commerce le 26 Avril 1924 et le Syndicat du Commerce des huiles et

tourteaux du marché réglementé de Marseille fut créé le 2 Juin de la même année.

§ I. — *Etude du marché réglementé.* — Pour traiter aux conditions du marché réglementé il faut faire partie du Syndicat du Commerce des Huiles et des tourteaux, ou passer par l'intermédiaire de ses membres.

L'unité du contrat est de 5.000 kilogs pour les huiles et 10.000 pour les tourteaux, comme le prévoyait le projet ; le prix est fixé aux 100 kilogs et la qualité de la marchandise doit être conforme à un standard fixé quatre fois par an. Si à la livraison, la qualité de la marchandise livrée n'est pas conforme à la qualité de la marchandise achetée, l'acheteur peut faire une réclamation à la Chambre Syndicale qui fait procéder à une expertise contradictoire par une commission de trois membres nommée à cet effet. Si la commission déclare la marchandise conforme au standard, l'acheteur la garde. Dans le cas contraire, le vendeur doit la remplacer dans les 24 heures, faute de quoi il sera exécuté en Bourse.

La rapidité de cette méthode est très avantageuse. Elle dispense de la requête au président du tribunal de commerce pour faire nommer un expert, de la discussion d'expertise, de la vente aux enchères, du procès qui peut s'en suivre et de l'insolvabilité qui résulte le plus souvent de toutes ces longueurs.

La livraison est régie par les usages locaux. Les huiles sont portables par le vendeur dans ses fûts devant les magasins de l'acheteur. Les tourteaux sont quérblés dans les magasins du vendeur, qui les délivre en vrac à portée des Camions de l'acheteur.

Les marchés sont exécutables à partir du 11 de chaque mois après un préavis de cinq jours et cela jusqu'à la fin du mois. Passé ce délai la partie dé-

faillante est considérée comme mise en demeure d'office et à ce titre exécutée par la Caisse. Les demandes d'un même acheteur à un même livreur ne peuvent dépasser 25.000 kilogs à la fois, soit 5 unités des marché.

Après livraison, les parties règlent les différences, c'est-à-dire le manquant éventuel entre le poids livré et le poids acheté. Les divers endosseurs de bulletin de filière sont en dehors de ce règlement ; pour eux seuls compte le poids conventionnel qu'il porte. La marge est de 500 kilogs pour l'huile et 1.000 kilogs pour les tourteaux.

La différence de prix en plus ou en moins est réglée sur la base des cours moyens de la marchandise le jour de la livraison.

A ce moment-là, une opération en disponible permet en effet au réceptionnaire d'acheter ce qui lui manque ou de vendre ce qu'il reçoit en trop.

§ 2. — *La Caisse de Liquidation et l'exécution des contrats*

Elle est constituée sous forme de Société Anonyme au Capital de 2 millions, représenté par 4.000 actions de 500 francs libérées du quart. Elle comprend 56 « notables » actionnaires.

Elle n'intervient naturellement, que pour les affaires conclues aux conditions du marché réglementé ; elle en garantit l'exécution, mais non pas la qualité des marchandises qui en sont l'objet. Elle constitue la contre partie unique de tous les acheteurs et de tous les vendeurs. Elle ne traite qu'avec les membres du Syndicat et conserve la latitude de pouvoir refuser certains contrats, de se faire couvrir quand et comme elle le juge bon, par de l'argent liquide, des titres, des warrants, des cautions, etc...

C'est elle qui liquide les contrats à leur terme au moyen de la filière, titre endossable émis à l'échéance d'un contrat par une des parties pour offrir la marchandise et en réclamer le prix, ou offrir le prix et réclamer la marchandise. Par son mécanisme même, la Caisse a l'avantage de pouvoir opérer des compensations entre opérations de sens contraire.

Puisque la Caisse est constituée sous forme de Société Anonyme, elle doit rémunérer son capital par des bénéfices ; ils sont constitués par les commissions versées. Toutes les opérations se règlent finalement par une différence payée à la Caisse ou par la Caisse.

Elle garantit l'exécution des contrats en imposant leur enregistrement. Ils sont rédigés d'après une formule uniforme comprenant originairement le nom du vendeur et de l'acheteur, du courtier, la quantité et la qualité de la marchandise, son prix et l'époque de sa livraison. On a trouvé que des indiscretions pourraient être commises en mentionnant le nom des parties ; aussi on ne le fait plus.

La caisse se garantit elle-même au moyen des marges et de « l'original deposit ».

Ce dernier est une couverture égale à 10 % du montant de l'opération en cours, versée à son occasion et restituée à sa liquidation.

Les marges résultent des différences de cours qui mettent le contractant en perte ; c'est un supplément de garantie, versée par lui au courant des variations du marché et restitué s'il y a lieu.

Pour faciliter les opérations de la Caisse, il faudrait que les affiliés de la Caisse la considèrent comme une véritable banque à laquelle ils auraient un compte courant tour à tour débité et crédité des différences de cours. C'est ce qui se passe au Havre, où tout se résume en virements.

A Marseille la routine empêche l'emploi de ce procédé et la Caisse doit tenir trois comptes distincts

par client, pour les marges, les dépôts, et les sommes déposées en attente d'affectation aux unes ou aux autres.

La liquidation des contrats a lieu par la filière I qui est la chaîne qui va du livreur effectif au réceptionnaire effectif en passant par tous les acheteurs et vendeurs intermédiaires.

Elle représente la marchandise ; elle mentionne le numéro qu'elle occupe sur les registres de la Caisse, le nom de la personne à qui elle est adressée, la date du contrat liant les deux parties et son numéro d'enregistrement. Le vendeur s'y déclare prêt à livrer ou l'acheteur prêt à recevoir, et il date la pièce.

BOURSE DE COMMERCE
DE MARSEILLE

SYNDICAT DU COMMERCE DES HUILES ET TOURTEAUX
DU MARCHÉ RÉGLEMENTÉ DE MARSEILLE

Par la présente convention, faite et signée à triple exemplaire, et par l'intermédiaire de _____, courtier domicilié à Marseille _____ pour être enregistré par la Caisse de Liquidation, à laquelle le contractant reconnaît tous les droits _____ la quantité de _____ de _____ au prix de _____ à livrer et recevoir sur _____

Le tout aux conditions du Règlement du Marché des Huiles et Tourteaux, homologué par arrêté ministériel du 26 Avril 1924, et aux conditions du Règlement de la Caisse de Liquidation des Affaires en marchandises à Marseille, conditions que le contractant déclare connaître et accepter.

Marseille, le _____ 192_____

Contrat enregistré à la Caisse de Liquidation des Affaires en marchandises à Marseille, sous le N° _____, le _____

UN ADMINISTRATEUR,

LE DIRECTEUR,

La personne qui reçoit la filière, l'arrête, paye et prend livraison de la marchandise, ou bien si elle a liquidé son achat par une contre-opération, elle en-

desse la filière à son acheteur. Tout se termine par un échange de facture entre le vendeur primitif et l'acheteur final qui règlent directement. Les acheteurs et vendeurs intermédiaires se bornent à verser ou à recevoir les différences.

La Caisse qui fait circuler les filières est en définitive l'unique contre-partie des négociants vendeurs ou acheteurs. Quand la même personne fait deux opérations contraires, elle peut donc les compenser jusqu'à concurrence de la plus faible.

§ 3. — *Résultats.* — La Caisse a-t-elle atteint son but qui était d'assainir le marché en réglementant la spéculation ?

Elle est parvenue à procurer la netteté des cours et une sécurité plus grande des transactions en excluant du marché à terme les non professionnels.

Mais le marché à terme proprement dit ne s'est pas imposé à Marseille aussi rapidement qu'on aurait pu le croire ; car en dehors de la vente en disponible, on pratique en fait, la vente à livrer, qu'à Marseille on appelle vente à terme, et qui n'est qu'une vente au comptant avec des livraisons échelonnées. C'est même en partie, grâce à cette confusion, que la pratique du marché à terme véritable s'est peu à peu introduite.

Son développement a été arrêté par le marasme général qui a pesé depuis quelques années sur l'industrie des corps gras, causé en particulier par le malaise créé par les changes. En dehors de cette raison d'ordre général, les industriels Marseillais n'en ont pas compris l'utilité et la portée véritable; ils refusent souvent de se soumettre au formalisme de la caisse, trouvant dans les bonnes relations d'affaires, la meilleure garantie de leurs opérations.

(Voir annexes III, IV)

*Caisse de Liquidation des Affaires en Marchandises
à Marseille*

17, RUE VENTURE, 17

N°

BUREAUX OUVERTS

de 9 h. à midi et de 14 h. $\frac{1}{2}$ à 18 h. $\frac{1}{2}$
sauf le samedi après-midi

BULLETIN DE FILIÈRE (Vendeur)

M

En exécution de notre contrat du enregistré à
la Caisse de Liquidation sous le N°, nous avons l'avant-
lage de vous informer que nous vous livrerons le
la quantité de Cinq mille kilogrammes d'huile de

La livraison sera effectuée contre verse ent de Fr.
soit sur la base de Fr. les 100 kilogs, cours d'hier.

A Marseille, le 192

Déposé à la Caisse à heures minutes.

Transmis à M....., en exécution de notre Contrat
du enregistré à la Caisse sous le N°

A Marseille, le 192

Transmis à M....., en exécution de notre Contrat
du enregistré à la Caisse sous le N°

A Marseille, le 192

(1) Dans le bulletin de filière acheteurs, les mots « que nous vous livrerons » sont remplacés par « que vous aurez à nous livrer.

(2) Dans le bulletin de filière pour les tourteaux, au lieu de cinq mille kilos d'huile, on trouve 10.000 kg de tourteaux.

CHAPITRE III

LES DÉBOUCHÉS

C'est de plus en plus vers le marché intérieur que se sont portés les efforts de l'industrie des corps gras, la lutte devenant de plus en plus difficile, sur le terrain de l'exportation par suite de la concurrence étrangère.

Cette évolution a été une conséquence de la guerre, qui a forcé la plupart des clients de Marseille privés de ses envois, à se suffire à eux-mêmes ou à se fournir chez des producteurs plus rapprochés. On a assisté de ce fait à une véritable déviation des courants commerciaux des matières grasses, qui a encore été accentuée par suite de ce que les pays autrefois exportateurs de matières premières, se sont mis à produire eux-mêmes et à exporter des huiles.

Sans monter plus avant dans l'ancien régime, Marseille était déjà en 1789 un important marché des corps gras, puisqu'à cette époque elle exportait pour 20.000.000 livres de savon et 1.550.000 livres d'huile d'olive. En 1828 ses exportations d'huile étaient passées à 2.683.000 francs représentant 1.342 tonnes d'huile, soit déjà 67,6 % des exportations françaises et 3.617 tonnes de savon valant 2.170.000 fr. soit 63,3 %. En 1860, les exportations portaient sur des quantités plus variées :

	Marseille	France	%
	(tonnes)		
Huile de graines	5.804	15.024	38,6
Savon	5.016	8.029	62,5
Tourteaux	15.751	28.874	58,3
Huile d'olive	7.728	11.055	70

En 1890, les exportations ont fait un saut considérable :

	Marseille	France	%
Tourteaux	69.337	150.717	45,9
Savon blanc	9.638	16.186	59,4
Huile de coton	2.560	2.656	96,3
Huile de sésame	11.621	13.458	86
Huile d'olive	6.837	13.086	52,1
Glycérine	2.213	4.563	48,4

Par rapport aux quantités produites, on constate une sérieuse diminution de l'exportation du savon. On constate également que le plus gros chiffre est fourni par les tourteaux, qu'on consomme peu en France.

En 1913 la situation est la suivante :

	Marseille	France	%
Tourteaux	130.629	215.560	60,7
Savon	32.107	36.921	88,4
Huiles concrètes	8.875	9.938	89,5
Huile de ricin	3.398	3.317	?
Glycérine	4.426	4.695	94,1
Bougies	7.643	8.810	86,8
Graisse végétale	19.512		

On constate que les exportations ont plus que

doublé en 20 ans tandis que celles de savon ont triplé. Les gros clients sont l'Allemagne avec 73.490 tonnes et le Suède 39.085 tonnes. Quant aux savons, l'Algérie en absorbe la plus grosse part 12.575 tonnes, suivie par l'Italie avec 4.479.

Nous en arrivons à la situation actuelle. Nous l'envisagerons en examinant successivement les différentes marchandises exportées.

I. *Les Huiles d'Olive.* — Marseille exportait en 1926 89.974 quintaux d'huile d'olive contre 109.238 quintaux en 1925.

Depuis très longtemps Marseille est obligée d'en importer plus qu'elle n'en exporte, la production provençale inférieure à 15.000 quintaux, ne pouvant suffire aux besoins.

Pendant l'année 1926, la vraie spéculation qui consiste à prendre ses dispositions pour une campagne, en vue d'une clientèle donnée, n'a pas eu de base par suite du désarroi des changes. Aussi les transactions diminuaient tandis que les prix passaient de 900.950 en janvier à 1.400 en septembre pour retomber à 950 en décembre.

En dehors des Etats-Unis qui s'inscrivent dans nos exportations pour 17.831 quintaux contre 36.178 quintaux en 1925, la Californie tendant de plus en plus à satisfaire leurs besoins, l'Italie demeure notre plus gros client avec 10.686 qx. Dans les pays Méditerranéens non producteurs d'huile d'olive, tels que l'Egypte, et la Turquie, nos produits sont de plus en plus supplantés par les huiles grecques à bon marché, tandis que l'huile de coton Egyptienne y est utilisée comme huile alimentaire de qualité inférieure. Le prix élevé des huiles provençales rend illusoire la publicité qu'on fait pour elles dans ces pays.

Le tableau ci-après donne le mouvement des exportations d'huile d'olive en 1925 et 1926 :

Pays de destination	1925	1926
	Quintaux mét.	Quintaux mét.
Etats-Unis	30.178	17.831
Suisse	2.084	4.622
Angleterre	14.784	8.633
République Argentine .	2.230	1.966
Brésil	1.998	3.621
Roumanie	2.528	3.260
Japon	1.333	1.242
Belgique	1.469	1.650
Australie	4.270	5.906
Norvège	2.553	3.206
Italie	23.945	10.686
Indochine	2.714	2.495
Autres pays	18.252	24.856
	109.238	89.974

II. *Les Huiles de Graines.* — Alors que pour l'huile d'olive la concurrence est encore limitée à la Méditerranée où sont les seuls pays producteurs, Marseille doit lutter pour les huiles de graines contre des concurrents étrangers beaucoup plus nombreux, et même contre des concurrents français du Nord de la France qui dès 1913 représentaient 40 % de la production. La prépondérance de Marseille ne s'affirme véritablement que pour certaines graines telles que les arachides, les coprahs, et les palmistes.

Importations de graines	Marseille	France
Arachides	347.977	565.969
Coprahs	140.940	156.215
Palmistes	30.096	33.484

La concurrence étrangère qui limitait déjà avant la guerre nos exportations, n'a fait que s'accroître à la faveur de celle-ci par suite du malaise des changes dont elle a été l'origine et aussi de la politique d'interdiction de sortie des tourteaux qui a paralysé notre industrie partiellement.

Nul n'ignore qu'en 1913 l'Allemagne était à la fois le plus gros importateur de graines grasses et le plus gros producteur d'huile d'Europe. On a vu déjà qu'elle seule triturerait les palmistes, parce qu'elle avait dans son élevage un débouché suffisant pour leurs tourteaux.

L'Angleterre suivait l'Allemagne de près, avec 1.524.000 tonnes contre 1.800.000 ; elle ne s'occupait que des lins et des cotons, et à ce titre n'était pas comme l'Allemagne, un concurrent direct pour Marseille ; leurs productions étaient toute différentes ; il devait en être autrement depuis la guerre.

A cette époque, la Hollande était plutôt exportatrice de graines que l'huile. Elle ne triturerait elle-même que les graines de lin et réexportait en abondance à Hambourg, les coprahs qu'elle recevait de ses possessions océaniques. Quant au Japon, il ne fabriquait que des huiles de soya et n'en exportait pas en Europe ; les Etats-Unis faisaient de même pour l'huile de coton.

Survint la guerre.

Le blocus de l'Allemagne annihila immédiatement ses importations de graines comme les autres et les cargaisons s'arrêtèrent désormais à Rotterdam au lieu de gagner Hambourg. C'est alors que l'Angleterre de son côté, commença à monopoliser les palmistes de la Nigéria et à en concentrer l'industrie à Liverpool.

En même temps, le prix du frêt étant très élevé,

les pays producteurs de matières premières se mirent à exporter de l'huile, dont le commerce était plus rémunérateur; tel fut le cas des Etats-Unis, pour le coton, des Philippines et des Iles de la Sonde pour les palmsites et les coprahs du Japon pour le soya.

Contrairement à ce que l'on supposait, cet état de choses ne fut pas temporaire et limité aux années de la guerre ; il dura quand elle fut finie et même se généralisa, ce qui amena sur le marché des matières grasses un élément de perturbation de plus.

Ainsi apparaissaient déjà de nouveaux concurrents pour Marseille. A eux devaient s'en joindre d'autres.

Ils étaient constitués par les pays Européens que la guerre avait rendus importateurs de nouvelles quantités de graines oléagineuses et qui ne pouvant les réexporter se mirent à en tirer de l'huile eux-mêmes. Tel fut le cas de l'Angleterre pour les palmistes et de la Hollande pour les coprahs, favorisées qu'elles étaient par le double avantage de leurs monnaies appréciées et les débouchés de leur élevage pour leurs tourteaux, ce qui leur permettait de se procurer les matières premières à des prix beaucoup plus intéressants que l'industrie provençale. Après la guerre, l'Allemagne ne devait pas tarder à reprendre sa place sur le marché, le chiffre de ses importations de graines en témoigne.

	Angleterre	Allemagne
	(en tonnes)	
1913	36.912	235.921
1925	243.390	225.392

Elle s'est mise à nous disputer le marché des arachides en A.O.F. où elle peut les payer plus cher que nous.

Les Etats-Unis enfin, qui jusqu'alors s'étaient bornés à triturer uniquement leurs graines de coton, ont étendu leur activité à toutes sortes de graines et ils absorbent la plus grande partie des productions du Pacifique, aussi bien des Philippines que les Iles de la Sonde. .

On voit combien a pu se compliquer pour Marseille, la double question de l'achat des matières premières et de l'écoulement de ses produits. L'industrie Marseillaise, lutte en effet, de plus en plus difficilement sur le marché mondial des huiles, où elle n'écoule qu'environ 50.000 tonnes d'huile par an, dont 50 % d'arachides. Nos plus gros clients sont l'Algérie et nos colonies :

Heureusement qu'elle a dans les Industries locales, un suffisant débouché pour supporter sans trop de peine la fermeture progressive du précédent.

III. Les savons. — Alors que l'huilerie Marseillaise n'a eu à souffrir de la concurrence que du jour où elle a fabriqué des huiles de graines, la savonnerie, de tout temps, a dû lutter contre ses rivales étrangères et françaises.

Cependant Marseille occupait en France avant la guerre une place hors de pair. En France on comptait 275 usines, occupant 6.000 personnes et produisant 300.000 tonnes. Sur ce chiffre, Marseille avait 45 savonneries occupant 3.000 ouvriers et produisant 180.000 tonnes.

La production se concentrait à Marseille, mais le Nord de la France et la région de Paris, possédaient des usines importantes déjà et qui alimentaient la consommation locale. Car malgré la concurrence étrangère, Marseille restait surtout exportatrice, avec un chiffre variant de 40 à 50.000 tonnes.

La Savonnerie Marseillaise souffrit dès le début des hostilités d'un manque relatif de matières premières, les graines exotiques, base de la production Marseillaise, n'arrivant plus qu'en de très faibles quantités. Le peu de savon qui sortait des usines, ne pouvait guère être exporté à l'extérieur et son écoulement à l'intérieur était rendu très difficile par suite de la carence des transports.

A ce moment la Savonnerie Anglaise qui recevait ses matières premières plus abondantes et à meilleur compte, n'eut pas de peine à écouler ses produits dans l'Ouest et le Nord de la France et de les substituer à ceux de Marseille, qui n'y arrivaient plus ou à prix plus élevés.

Actuellement Marseille produit toujours la même quantité de savon qu'avant la guerre, 180.000 tonnes

environ. Mais elle ne représente plus que la moitié à peine de la production nationale qui atteint 400.000 tonnes. Sa place a donc un peu diminuée sur le marché intérieur à cause de la concurrence des produits anglais et des usines du Nord de la France rapidement construites.

Elle se maintient sur le marché extérieur où elle a même marqué une légère avance sur les chiffres d'avant guerre, 48.625 tonnes exportées en 1926, contre 32.107 en 1913. Si elle a perdu certains clients dans le Nord de l'Europe, les pays de la Méditerranée ont compensé ce vide par l'accroissement de leurs demandes. L'Algérie à elle seule absorbe plus du tiers de nos exportations soit 15.132 tonnes et l'Egypte et le Maroc plus du dixième chacun.

La place de Marseille dans les exportations est toujours unique en France puisque sur 53.101 tonnes exportées en 1925, elle s'inscrivait pour 47.792.

En 1926, la proportion des expéditions diverses a été la suivante :

Par fer	120.085 tonnes
Par mer (commerce extérieur)	48.615 »
Par mer (cabotage français)	7.011 »
Consommation Marseillaise ..	7.518 »
Autres expéditions	1.805 »
	185.036 tonnes

RELEVÉ DES EXPORTATIONS DE SAVONS PAR MARSEILLE EN 1925 et 1926

DESTINATIONS	1925	1926	DESTINATIONS	1925	1926
	KIL.	KIL.		KIL.	KIL.
Russie.....	"	4.800	<i>Report</i>	17.208.100	17.662.200
Suède.....	145.300	167.100	Etats-Unis.....	547.300	1.071.400
Danemark.....	56.100	64.700	Bésil.....	17.200	18.100
Angleterre.....	1.906.100	1.881.000	Uruguay.....	37.400	17.000
Allemagne.....	37.100	54.800	République Argentine.....	148.100	174.200
Pays-Bas.....	215.300	189.900	Equateur.....	6.200	1.400
Belgique.....	278.900	325.300	Canada.....	78.200	132.500
Suisse.....	(1)	(1)	Autres pays étrangers.....	(2) 2.902.900	(2) 3.027.800
Espagne.....	366.000	296.900	Algérie.....	15.132.800	15.525.800
Autriche.....	5.800	17.600	Tunisie.....	2.701.300	2.394.300
Italie.....	1.190.800	1.539.700	Sénégal.....	"	"
Grèce.....	69.800	62.300	Congo français.....	90.400	108.200
Roumanie.....	456.900	1.004.000	Côte occid. d'Afr. franç.....	2.949.600	3.311.900
Bulgarie.....	1.153.200	1.203.800	Mayotte.....	"	"
Turquie.....	202.600	483.100	Nossi-Bé.....	"	"
Malte et Gibraltar.....	64.900	65.800	Madagascar, Ste-Marie.....	1.109.200	1.893.300
Egypte.....	4.282.100	3.383.300	La Réunion.....	269.400	244.700
Tripoli.....	33.800	147.900	Côte des Somalis.....	341.200	301.700
Maroc.....	1.250.700	3.878.700	Indes françaises.....	7.900	11.600
Côte occid. d'Afr. angl.....	1.015.900	1.463.800	Indo-Chine française.....	604.700	994.200
Autres pays d'Afrique.....	70.300	65.200	Nouvelle-Calédonie.....	118.400	173.800
Indes anglaises.....	780.600	1.053.300	Tahiti.....	10.700	"
Chine.....	56.100	75.700	Guyane.....	65.800	150.900
Japon.....	92.300	46.100	Martinique.....	355.700	310.500
Autres pays d'Asie.....	108.200	135.600	Guadeloupe.....	74.100	126.700
Australie.....	69.300	50.900	Saint-Pierre-Miquelon.....	"	"
			Provisions de bord M.E.....	15.700	24.700
<i>A reporter</i>	17.208.100	17.662.200	<i>TOTAL</i>	44.792.100	48.615.900

(1) Le chiffre d'exportation pour la Suisse n'est pas mentionné dans le tableau ci-dessus parce que els relevés sont faits par les bureaux de sortie de France.

(2) Dont Mésopotamie, 798.000 k. ; Palestine, 344.900 k. ; Syrie, 226.100 k. ; Cameroun, 214.900 k. ; Togo, 64.600 k. ; Portugal, 39.900 k.

(3) Dont Mésopotamie, 1.053.700 k. ; Palestine, 387.900 k. ; Srie, 456.800 k. ; Cameroun, 553.800 k. ; Togo, 131.800 k. ; Cuba, 936.500 k.

IV. *Les Tourteaux.* — L'industrie des corps gras présente ce caractère particulier de laisser des sous-produits d'une valeur marchande élevée en quantité assez grande pour voir sa propre existence conditionnée par leur facilité plus ou moins grande d'écoulement.

Les tourteaux ont toujours été la question vitale pour l'huilerie Marseillaise, aussi nous y arrêterons-nous assez longtemps ; tout gravite autour d'eux.

On a vu combien était faible en effet le rendement des différentes graines en huile, et forte la proportion de matière inerte qu'elles contiennent. Ceci explique que sur 575.000 t. de graines triturées en 1926 on ait obtenu 261.000 tonnes de tourteaux.

Devant l'importance de ce chiffre on en vient à se demander s'il ne faudrait pas considérer l'huile comme le sous-produit des tourteaux, plutôt que le tourteau comme le sous-produit de l'huile.

En fait, c'est bien ce qui arrive, puisque nos industriels renoncent à triturer les graines qui donnent trop de tourteaux.

Car ils sont à Marseille plus qu'ailleurs très difficiles à vendre.

La France en a toujours absorbé très peu ; l'agriculture profondément enracinée dans ses routines, n'en a jamais compris l'intérêt, pour la fumure et l'élevage. (Qu'il suffise de mentionner que 100 kgs de tourteaux de sésame équivalent à 1.432 kgs de fumier au point de vue pouvoir fertilisateur).

Aussi l'industrie française trouvait-elle à l'extérieur avant la guerre leur unique débouché, surtout dans les pays du Nord, l'Allemagne et la Suède en particulier, qui en absorbaient des quantités considérables.

C'est ainsi qu'elle put fonctionner normalement jusqu'à la guerre, où les exportations de tourteaux comme toutes les autres devinrent difficiles, et à la différence des autres furent même contingentées et fi-

nalement interdites. Cet état de choses qui se prolongea après la guerre, avec des alternatives diverses, devait forcément restreindre les importations de graines oléagineuses et favoriser nos concurrents étrangers sur le marché des matières premières.

Dès 1925, 140.000 tonnes d'arachides se dirigèrent vers les ports de l'Europe du Nord, c'est-à-dire 30 % de la production de l'A.O.F. et que dès lors la France ne recevait plus que 70 % de celle-ci, au lieu de 97 % en 1920.

Nos importations d'arachides restaient stationnaires alors que celles de la Hollande augmentaient :

	1924	1925
	(tonnes)	
Hollande	55.000	100.000
Angleterre	99.000	133.000
Allemagne	73.000	323.000
Marseille	325.000	352.000

Marseille tenait toujours la tête, mais l'Allemagne la suivait de près.

Il n'en fut plus de même quand les importations et la production purent reprendre un régime plus normal. Les quantités de tourteaux augmentèrent aussi, mais à ce moment leur exportation fut contingentée ou interdite.

Cette mesure vint augmenter le handicap déjà assez lourd qui pesait sur l'industrie des corps gras, du fait des changes et de conditions de concurrence nouvelles créées par la guerre, du fait aussi de certains frais particuliers à Marseille, camionnage, commission, courtage, qui rendaient déjà ses prix de revient notablement plus élevés que ceux de ses rivales étrangères.

Les mesures prises contre les tourteaux devaient avoir pour résultat d'accroître encore davantage ce handicap.

La loi prescrivit en effet, que la quantité de tourteaux qui ne serait pas comprise dans le contingent annuel exportable serait vendue en France au-dessous du prix mondial. On crût ainsi faire baisser le coût de la vie et flatter l'opinion qui s'imagina atteindre ce résultat par l'interdiction de la sortie des denrées agricoles.

En fait, comme on va le voir, on concédait artificiellement à une certaine catégorie de citoyens, les agriculteurs, un avantage payé par une autre catégorie de citoyens, aussi intéressants après tout — les fabricants d'huile. Ceux-ci n'avaient même pas la consolation de voir, qu'aux sacrifices qu'on leur imposait délibérément, correspondaient les résultats pratiques recherchés. Les agriculteurs persistaient en effet à ne pas vouloir acheter des tourteaux d'arachides de Coromandel, qui constituent la moitié de la production Marseillaise de tourteaux soit : 121.854 tonnes sur 261.580 en 1926. Ce qui revient à dire que pratiquement 50 % des tourteaux Marseillais étaient privés d'écoulement.

Dès la fin de la guerre, le prix des tourteaux en France fut en effet taxé au taux dérisoire de 12 frs les 100 kilogs. Des licences d'exportation étaient accordées pour des quantités égales à celles qui étaient réservées à l'Agriculture Française.

En juillet 1919, l'exportation fut interdite, et c'est seulement six mois après qu'un accord intervint entre le syndicat des fabricants d'huile et celui du commerce de tourteaux, pour se répartir les licences d'exportation, accordées à nouveau. Elles étaient grevées d'un droit de 25 francs aux 100 kilos, qui fut ramené ensuite à 5 fr. puis supprimé en 1921.

Mais c'est en Mars 1922, qu'intervint l'accord dont l'Huilerie devait se plaindre particulièrement.

Il garantissait l'existence en France d'un stock de tourteaux minimum qui serait vendu à un prix infé-

rieur de 5 % pour les Coromandel et de 10 % pour les Rufisque au prix mondial. La différence devait être portée à 15 % par la suite.

Après avoir été suspendu en 1923 à cause des protestations qu'il provoquait, il fut remis en vigueur en 1924 après avoir été complété équitablement.

Les tourteaux de Coromandel, invendables en France pourraient sortir dans une proportion égale à 60 % des entrées de graines et en tout cas, le reste de la production serait cédé en France à un prix inférieur de 20 % au prix mondial. Le maintien en France d'un certain stock minimum était garanti par les fabricants.

Avant la fin de l'année l'accord était à nouveau suspendu et 15.000 tonnes de licences restaient en souffrance au ministère. Après une période très dure, les fabricants purent obtenir individuellement des permis d'exportations limités, jusqu'à la création en juin 1925 d'un régime nouveau, basé sur le travail d'une commission paritaire et qui instaurait un régime d'exportation partielle et contrôlée.

Les tourteaux de Coromandel non consommés en France purent être librement exportés, tandis qu'un stock minimum des autres tourteaux devait rester en France, pour y être vendu à un prix inférieur de 25 % cette fois au prix international.

Ce régime dura jusqu'en octobre 1926, où le désaccord entre fabricants d'huile et négociants de tourteaux le fit cesser.

En effet les négociants de tourteaux détournèrent les licences de leur véritable objet, qui était de remplacer dans un état de concurrence normale avec l'étranger industriel forcé d'acheter aux prix internationaux et de revendre à des prix moindres que ces derniers. Elle devenait pour eux un moyen de réaliser des bénéfices, en achetant des tourteaux sur le marché intérieur, artificiellement déprécié par les me-

sures gouvernementales et en les revendant à l'extérieur aux prix internationaux grâce aux licences qu'ils obtenaient au même titre que les fabricants. Le bénéfice qu'ils réalisaient ainsi, était de l'ordre de 20 francs par 100 kgs.

Les fabricants se trouvèrent lésés à juste titre : une commission arbitrale fut nommée, qui tarda à rendre sa sentence. Le gouvernement indisposé par ces tractations n'accorda aucun permis en 1926.

Alors au début de 1927 pour faire cesser cet état de choses, le sénateur Faure déposa un projet basé sur le régime de livraison préalable. Les fabricants et négociants justifieraient qu'ils ont écoulé en France une certaine quantité de tourteaux à un prix imposé, pour obtenir le permis d'en exporter une quantité équivalente.

Mais les résultats obtenus auraient été contraires à ceux qu'on désirait avec ce système.

En effet, avec ce régime, l'exportation aurait été interdite si la consommation en France était devenue tout à fait nulle par hypothèse : ce qui était paradoxal. De plus, les licences auraient été obtenues par ceux qui précisément n'en ont pas besoin, puisque leurs tourteaux sont consommés en France, et non par les fabricants de Coromandel, qui n'en vendant pas en France, n'auraient pas pu, par suite, en écouler sur le marché extérieur. Enfin, comment serait-on parvenu à appliquer à l'intérieur le prix taxé d'une façon effective.

Il ne pouvait donc pas être question d'aggraver le régime des exportations de tourteaux, pour y chercher une utilité illusoire de l'Agriculture.

Le résultat le plus tangible des mesures prises depuis la guerre, avait été de restreindre l'entrée des matières premières. L'industrie des corps gras privée d'écoulement pour une partie de sa production était grevée d'une charge supplémentaire, lui inter-

disant de payer les graines oléagineuses aussi chère que ses rivales étrangères. Et la lutte sur le marché extérieur lui devenait particulièrement pénible de ce fait.

Cet état de choses a pris fin avec le retour à la liberté d'exportation le 27 juillet 1927 ; et il est à croire qu'il exercera une heureuse influence, qui jointe à celle de la stabilisation permettra à notre industrie locale de reprendre sa place d'avant-guerre sur les marchés mondiaux.

EXPORTATIONS DE TOURTEAUX PAR MER

DESTINATIONS	1924	1925	1926
	TONNES	TONNES	TONNES
Russie (Finlande).....	700	"	1 986
Suède.....	23.573	30 350	48 747
Danemark.....	47 761	31 416	21.501
Angleterre.....	546	3.236	2 193
Allemagne.....	4 469	2 544	7 881
Pays-Bas.....	150	500	501
Belgique.....	103	302	303
Espagne.....	20	"	"
Norvège.....	4.226	3.958	4.377
Italie.....	127	300	204
Autres pays étrangers.....	1.225	1 447	932
Algérie.....	1.031	1.388	1 416
Tunisie.....	220	192	183
Maroc.....	20	20	368
Martinique.....	"	"	6
Autres colonies.....	205	216	101
TOTAUX... { par Marseille...	84.376 (1)	75.869 (1)	90.699 (1)
{ France entière..	137.950	120.174	143 029

(1) Ces chiffres ne comprennent que les exportations par mer, à l'exclusion de celles destinées à la Suisse, qui sont acheminées par voie ferrée.

V° *Productions secondaires, Graisse végétale, stéarine, glycérine.* — Alors que la margarine ne tient à Marseille qu'une place insignifiante dans la production des matières grasses, peut-être à cause des entraves de la loi du 16 avril 1897, sur les fraudes, l'exportation de la graisse végétale est relativement importante puisqu'elle s'élève en 1926 à 3.870 tonnes (dont 1216 sur l'Angleterre). Elle est en baisse de 1.284 tonnes sur 1925.

A côté des beurres végétaux dont l'exportation a évidemment beaucoup d'avenir, celle de la stéarine se maintient, tandis que celle des bougies est en baisse sérieuse.

La chambre de Commerce attribue dans son rapport annuel cette situation, au handicap qui pèse sur la stéarinerie du fait qu'elle ne bénéficie pas de l'admission temporaire de ses matières premières (sauf pour la paraffine) Marseille a exporté en 1926 :

Bougies	3.506.000 kilos
Acide oléique	815.000 »
Acide stéarique	489.400 »

On constate depuis 1913, une décadence marquée, puisqu'à cette époque les sorties étaient de : 5.000.000 de kilogs.

Après un regain de vitalité donné par la guerre, cette industrie perd peu à peu ses débouchés et ses derniers clients restent encore les pays méditerranéens, tels que l'Algérie, qui absorbe les deux tiers de sa production.

Ces exportations à leur déclin sont remplacées par un commerce de plus en plus actif de la glycérine, dont les applications industrielles s'étendent de jour en jour ; fabrication de la dynamite, et de la nitroglycérine, fabrication de liquides incongelables, etc...

Sa production a d'ailleurs doublé en un an : de 3.931 tonnes en 1925 elle passe de 6.758 en 1926. Sur

ce chiffre il a été expédié : 3.352 par mer et 3.046 par fer.

Tandis que nos expéditions vers l'Angleterre sont tombées à 0, elles se dirigent de plus en plus vers les Etats-Unis, qui en absorbent plus des deux tiers, soit 2.650 tonnes en 1926.

Marseille est loin d'avoir une production comparable à celle des Etats-Unis (77.000 tonnes) ou de l'Angleterre (16.000 tonnes). Elle produit cependant plus de la moitié des glycérides Françaises dont le total moyen est de 11.000 tonnes (1) Fournier en produit à lui seul 2.500.

Il faut noter en terminant que l'industrie des glycérides en France est une des plus concentrées, elle est exclusivement dans la main de la Société Française des Glycérides, filiale de la Société Centrale de dynamite.

Voici quels sont les principaux pays importateurs :

	1925	1926
	(en kilogs)	
Angleterre	500	
Côte Occid. d'Afrique angl.	272.300	82.400
Etats-Unis	1.725.400	2.650.200
Italie	398.400	328.500
Autres pays d'Afrique	7.400	6,000
Grèce	39.700	14.400
Egypte	6.800	900
Indochine	8.400	18.100
Maroc	4.000	3.300
Tunisie	2.600	3.700
Madagascar	1.800	2.000
Réunion	1.100	1.400
Autres pays	237.800	241.100
	2.706.200	3.352.000

(1) Il est curieux de se reporter en 1875 où sur une production mondiale de 10.000 tonnes, Marseille s'inscrivait pour 4.000.

CONCLUSION

Au Congrès International des Fabricants d'huile tenu à Marseille en 1927, un des représentants étrangers, pouvait constater la précarité de l'Industrie des corps gras à l'époque actuelle. Il en voyait la cause en ce qu'elle travaille normalement avec une marge de bénéfice très restreinte, alors qu'elle exige une immobilisation de capitaux importants et comporte des risques nombreux.

Si le mot « précarité » était trop fort pour caractériser l'industrie des corps gras, en général, peut-être fallait-il l'appliquer à l'industrie des corps gras à Marseille en particulier.

Quoiqu'on en dise, elle n'est pas encore sortie du malaise créé pour elle par la guerre, et qui par des causes spéciales a été prolongé artificiellement. La preuve en est qu'en 1927 elle n'avait pas encore retrouvé le chiffre de ses importations de graines d'avant-guerre, 536.183 tonnes contre 589.597 en 1913.

La guerre a déclenché en effet, une évolution économique qui tend à restreindre progressivement les débouchés des industries européennes de transformation, par suite du développement inéluctable d'industries similaires dans les pays jusque là, acheteurs de produits manufacturés et exportateurs de matières premières.

Ces derniers sont rapidement arrivés à se suffire et souvent même ont pu commencer à exporter le trop plein de leur production. L'ancien courant de la circulation des richesses, qui faisait les pays d'Eu-

rope importateurs de matières premières et exportateurs de produits finis, s'est donc ralenti peu à peu, à cause de la guerre qui a jeté la perturbation dans les transports. Les pays importateurs d'objets manufacturés ont dû alors assurer par leurs propres moyens, les besoins de leur consommation.

C'est ainsi que l'huilerie a pu se développer en Hollande et en Angleterre et naître en Scandinavie. Elle a continué à y croître après la guerre, ce qui a amené sur le marché de nouveaux vendeurs de produits finis, tandis que les vendeurs de matières premières se raréfiaient.

Telle est l'origine du malaise général dont souffre toute l'industrie des corps gras.

A celui-ci, se joignent d'autres troubles spéciaux, à l'industrie de Marseille.

Plus qu'aucune autre en France, elle a subi le handicap du change, du fait qu'elle ne travaille que des produits d'importation payés en £ quelque soit leur provenance, coloniale ou étrangère. Leur achat de plus en plus périlleux devint grâce à cette situation anormale un véritable jeu, et la qualité des graines passa au second plan, tandis que les variations inattendues de la monnaie produisaient des krachs sensationnels dans cette industrie de spéculation.

Après cette période tourmentée, on voit tout le bien qu'elle pourra retirer de la stabilisation de droit.

Mais il ne faudrait pas croire à la toute puissance de celle-ci : elle ne changera rien aux conditions défavorables qui pèsent sur elle, au point de vue géographique, économique et technique.

D'une part il est incontestable que depuis le déplacement des grands courants commerciaux vers les

ports du Nord de l'Europe, Marseille est en mauvaise posture pour exporter la majeure partie de ses productions.

D'autre part, l'introduction de la clause à option dans les frets, qui a pris un grand développement du fait de la cherté des transports par fer (1) les industriels préférant recevoir et usiner la matière première le plus possible du lieu où elle sera finalement consommée, a détourné de Marseille un nombre considérable de marchandises au profit des ports de l'Atlantique. La cherté des tarifs de chemins de fer a donc accentué sa position excentrique pour jouer un rôle de distribution.

C'est pourquoi se dessine un mouvement d'émigration sérieux de quelques unes des industries particulièrement désavantagées vers le Nord de la France. L'huilerie, la Cavonnerie sont du nombre. C'est ainsi que la Société Darier de Rouffio, qui possède les usines les plus importantes de Marseille après Vermink et Rocco, vient de s'installer à Roubaix, pour pouvoir lutter avec avantage contre les concurrents du Nord de la France et de la Hollande : à Marseille toute concurrence était impossible du fait des prix de transports.

En second lieu, Marseille qui avait trouvé dans la fabrication des huiles de graines, l'origine de sa primauté, devait y rencontrer inévitablement les causes de sa décadence, sinon absolue, du moins relative.

Les circonstances géographiques qui faisaient conserver le contrôle du marché des huiles d'olive, n'existaient pas en effet pour les autres huiles, que tous les autres ports peuvent importer aussi facile-

(1) Le transport d'une tonne d'huile à Paris coûte 322 fr. 90 en 1927, contre 35 en 1914. Celui d'une tonne de savon en caisses de 50 kg à Lille coûte 727 fr. 90 contre 70,91 en 1914.

ment que Marseille sous forme de graines et extraire à bien meilleur compte, à cause des vastes débouchés qu'ils ont généralement pour leurs sous-produits.

Marseille n'a donc aucune raison théorique de rester l'intermédiaire obligé entre vendeurs de graines oléagineuses et acheteurs d'huile ou de savon. En pratique, nous avons vu que la guerre avait créé chez les uns et les autres, des industries de transformation assez puissantes, pour inquiéter nos fabricants, qui au terme de cette évolution, ne fourniront plus sur le marché mondial que les produits de haute qualité pour lesquels ils demeurent imbattables.

Marseille n'a rien pu faire jusqu'ici pour retarder cette évolution qui pourrait être fatale à toute une branche de son commerce ; les restrictions aux exportations des tourteaux, jointes aux faibles droits perçus à l'entrée des huiles étrangères, l'ont même accélérée. Il faut espérer que la libre sortie rendue aux tourteaux et l'augmentation récente des droits sur les huiles étrangères (2 mars 1928) l'arrêtera. Ce sera un moyen beaucoup plus efficace que de taxer l'emploi des graines étrangères pour favoriser celui des produits coloniaux, comme il avait été question un moment de le faire. Mais l'octroi du drawback ou de l'admission temporaire pour les huiles destinées à la Savonnerie est malheureusement resté en suspens.

Toutes ces mesures ardemment réclamées seront un stimulant heureux pour notre industrie, mal remise de la guerre. Mais celui-ci n'aura la plénitude de ses effets, que si elle même s'y emploie, en faisant disparaître, par une meilleure organisation de sa production au point de vue Industriel et Commercial, la véritable infériorité qu'elle accuse par rapport à ses concurrentes étrangères. Nous ne reviendrons pas sur le matériel et l'outillage peu moderne et généralement insuffisant, de la plupart des usines en dehors des

plus grandes, qui ont réalisé en ce sens des améliorations, couronnés — par le succès d'ailleurs. On se contente du rendement insuffisant des appareils surannés et des méthodes désuètes, parce qu'ils sauvegardent la qualité des produits. Mais il ne faudrait pas qu'hypnotisés par ce but louable, les industriels perdent le souci de produire avec des prix de revient plus bas.

Cette mentalité est spécialement néfaste, dans une industrie de transformation typique travaillant de ce fait avec une marge très faible de bénéfice : c'est aux perfectionnements techniques seulement qu'elle peut demander l'accroissement de ses produits.

Avant la guerre, les Allemands n'avaient-ils pas réussi à monopoliser le commerce des palmistes en les payant 5 shillings de plus la tonne. Ils pouvaient le faire, parce qu'ils récupéraient cette dépense dans leur prix de revient plus avantageux du fait du perfectionnement de leurs procédés et de leurs machines.

L'industrie Marseillaise qui ne se préoccupe de ses rivales que lorsque leurs produits sont préférés aux siens, n'a jamais, semble-t-il, recherché les causes de leur supériorité. De tout temps elle a cru pouvoir suppléer à son manque de technique et d'organisation, par des opérations commerciales heureuses, son seul souci a toujours été le suivant « Savoir acheter ».

Si on pouvait « savoir acheter » avant la guerre, la période d'hostilité des changes fit bien voir qu'on ne pouvait guère plus avoir cette supériorité de nos jours.

Il faut donc en trouver une autre dans l'outillage

Il serait souhaitable enfin, que l'incertitude qui a disparu du marché des matières premières, grâce à la stabilisation, ne règne plus sur celui des produits finis où il faudrait arriver à une organisation plus rationnelle de la vente.

D'abord au point de vue des produits eux-mêmes, dont la qualité et la composition auraient besoin d'être précises pour éviter les fraudes et la concurrence déloyale. Un projet de loi a été déposé récemment à la Chambre pour déterminer ce qu'il faut comprendre sous le nom de savon de Marseille et de savon à 72 %.

Ensuite, au point de vue des débouchés que les industriels pourraient se partager, il est certainement prématuré de parler de cartel de vente dans une industrie aussi peu concentrée et aussi faiblement rationalisée que l'Industrie Marseillaise des corps gras. Cependant on comprend mal, que ses représentants au dernier congrès international des fabricants d'huile, aient montré tant d'indifférence, pour la proposition que firent les Anglais, d'aboutir à un arrangement entre producteurs européens, pour se partager équitablement les commandes, diminuer la concurrence et augmenter ainsi les bénéfices, restreints à 100 millions au total, alors qu'ils devraient être plus élevés.

Ils faisaient ressortir les dangers de la surproduction qui avait existé en 1925 et suggéraient à défaut de la création d'un Buying pool international comme celui qui existe pour les blés canadiens, d'instituer dans chaque pays producteur une Association pour le commerce des corps gras, affiliée à une Association Internationale qui jouerait par rapport aux précédentes, le rôle de Clearing House. A ce titre, elle en recevrait, consignés en £ tous les renseignements nécessaires sur les ventes des affiliés pendant une période donée 15 jours par exemple. Les chiffres ainsi fournis permettraient de calculer si tel ou tel pays a trop ou trop peu vendu, afin d'arriver ainsi à de justes compensations. Dans cette organisation fortement empreinte de la mentalité anglo-saxonne, aucune sanction n'était instituée contre les huileries

dont les ventes seraient supérieures au prorata assigné par le cartel. On pensait que la baisse générale du prix causée par cette indélicatesse, serait une raison suffisante de ne pas la commettre.

Il faut regretter que, dans l'intérêt général, comme dans celui de Marseille, plus spécialement défavorisée à l'heure actuelle sur le marché extérieur, les fabricants d'huile ne soient pas encore arrivés à une entente dans ce sens.

Vu : *Le Doyen*,
H. BERTHÉLEMY.

Vu : *Le Président*,
William OUALID.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- FRITSH. — Fabrication, raffinerie des huiles végétales. 1 vol., Paris, Desforges, 1914.
- Les huiles industrielles et leurs dérivées. 1 vol., Paris, Legrand, 1920.
- Traité théorique et pratique de Savonnerie. 1 vol., Paris, Legrand, 1922.
- Fabrication des Huiles et des Graisses végétales. 1 vol., Paris, Legrand, 1927.
- MASSON (P). — Encyclopédie des Bouches-du-Rhône. T. VII, Marseille, Barlatier, 1925.
- CHABAUD. — Marseille et ses industries : La Savonnerie. 1 vol. Marseille Barlatier, 1880.
- CAMAU. — Marseille au XX^e siècle, 1 vol., Marseille, Recat 1905.
- BAILLAUD. — Bulletin de l'Institut Colonial de Marseille. Rapport à la section des matières grasses du Conseil Supérieur des Colonies, sur les mesures à prendre pour améliorer la production des Matières grasses. (P). 1923.
- BAILLAUD et STIELJES. — Enquête du comité anglais des Matières oléagineuses, 1 vol. 1920.
- SAVAIRE JOURDAN. — Les marchés à terme de marchandise et la Caisse de liquidation de Marseille. Thèse Aix 1928, Sirey.
- MONTAGNE. — La fonction économique du Port de Marseille. Thèse, Aix 1924.
- FACULTÉ DE DROIT D'AIX. — Enquête sur l'industrie des corps gras dans la région Provençale. Aix. Imprimerie Universitaire de Provence, 1928.

DIVERS :

- Chambre de commerce de Marseille (Bulletin mensuel. Compte rendu annuel).
- Tableau du commerce publié par l'Administration des Douanes.
- Bulletin économique du Sémaphore de Marseille (articles divers).
- Divers rapports et Comptes rendus.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	7
PREMIERE PARTIE. — <i>Histoire de l'Industrie des Corps</i> <i>Gras à Marseille</i>	11
DEUXIEME PARTIE. — <i>Les matières premières de l'In-</i> <i>dustrie des corps gras</i>	33
CHAPITRE PREMIER. — Les graines fluides	39
CHAPITRE II. — Les graines concrètes	49
CHAPITRE III. — Les huiles brutes	57
TROISIEME PARTIE. — <i>L'Organisation de la Production</i>	61
CHAPITRE PREMIER. — L'achat des matières premières Les contrats-types	61
CHAPITRE II. — Les matières premières : du pays producteur à l'huilerie	73
CHAPITRE III. — La fabrication de l'huile	79
1° Huile d'olive. — 2° Huile de graines.	
CHAPITRE IV. — La fabrication des Savons de Mar- seille	85
CHAPITRE V. — Les industries secondaires	89
Graisse végétale. — Stéarinerie.	
QUATRIEME PARTIE. — <i>Les Entreprises et les ouvriers.</i>	93
CINQUIEME PARTIE. — <i>Le Marché des produits finis</i>	101
CHAPITRE PREMIER. — Les différents produits finis, leur emploi	101
CHAPITRE II. — La vente et le marché réglementé des corps gras	103
CHAPITRE III. — Les débouchés.	113
1° Huile d'olive ; 2° Huile de graines ; 3° Savons ; 4° Tourteaux ; 5° Productions secondaires (grais- ses végétales-Stéarine-glycérine).	
CONCLUSION	133
BIBLIOGRAPHIE	141

IMPRIMERIE DES *PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE* PARIS
